au Manitoba, mais si elle désire le faire hors de la province, comme elle veut peut-être le faire, elle doit avoir une charte fédérale.

M. Winch: Sur quoi vous basez-vous pour dire cela?

M. Morton: C'est une question de juridiction.

M. Smith (Winnipeg-Nord): Le député de Peterborough a dit—il voudra bien rectifier si je me trompe—que par cet amendement la société aurait une direction canadienne et que les intéressés désirent cet amendement. Je ferai remarquer au député que ces intéressés ont toujours été et seront toujours Canadiens. Tout ce qu'ils ont fait jusqu'ici dans d'autres entreprises et tout ce qu'ils peuvent faire dans cette entreprise sera au service non seulement de Winnipeg et du Manitoba mais de tout le pays. Il en sera toujours ainsi, que le député ne se fasse pas de soucis.

M. Howard: Les accents émus du député de Davenport et du parrain du bill montrent qu'ils sont dans l'erreur. L'amendement n'a rien à voir avec les personnes mentionnées.

M. McCleave: C'est de l'antisémitisme.

M. Howard: Le parrain de la mesure déclare que ce sont des Canadiens; tant mieux. Nous tenons à ce qu'on respecte le principe voulant que les administrateurs soient toujours des citoyens canadiens.

L'hon. M. Macdonnell: L'honorable député ne pense-t-il pas que le principe même de l'amendement porte sur ce point?

M. Howard: Oui, si les personnes en cause n'étaient pas citoyens canadiens. Dans ce cas, elles ne pourraient faire partie du conseil d'administration. Il s'agit ici des administrateurs de la société. Ce sont d'excellents Canadiens; cela ne fait aucun doute. Nous disons que les administrateurs devraient toujours être des citoyens canadiens résidant habituellement au Canada. Le projet d'amendement s'appliquera à ces administrateurs aussi longtemps qu'ils seront en fonction, ainsi qu'à la société et à ses futurs administrateurs. L'émotivité que les deux députés ont manifestée au sujet des personnes en cause indique qu'ils font fausse route. Il ne s'agit pas de discrimination, comme le prétend le député de Davenport.

Nous ne sommes saisis que d'un seul bill, nous ne pouvons, par conséquent, étudier autre chose. Nous avons établi une distinction entre le présent bill et le prochain à l'égard duquel nous nous proposons de présenter un amendement identique. Nous pouvons seulement discuter de la mesure dont nous sommes saisis. S'il y a discrimination, tous les députés sont coupables, quand ils prennent part au

débat sur la mesure dont la Chambre est saisie.

Le député de Winnipeg-Nord n'a pas répondu à la question du représentant de Peterborough. Si le présent amendement lui répugne à ce point, en accepterait-il un portant que la majorité des administrateurs seront sujets canadiens?

(L'amendement de M. Howard est rejeté par 30 voix contre 4.)

M. Peters: Monsieur le président, nous croyons qu'il y va ici d'un principe important.

M. le président: A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais il est maintenant six heures. Je dois donc lever la séance, faire rapport de l'état de la question et demander à siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. McCleave: Vous détestez Québec, vous autres, n'est-ce pas?

(L'article est adopté.)

Rapport est fait de l'état de la question.

La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.

Reprise de la séance

LE BUDGET

EXPOSÉ FINANCIER ANNUEL DU MINISTRE DES FINANCES

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances) propose:

Que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

—Monsieur l'Orateur, je présente ce soir mon sixième budget, sans compter les propositions financières soumises le 6 décembre 1957. Chacun a été conçu en vue d'un but à longue portée; chacun a aussi été établi pour répondre aux besoins et aux conditions du moment. Le but, je l'ai défini en ces termes:

Le but constant de notre politique financière, c'est le maintien d'un rythme de croissance qui puisse se soutenir par rapport à l'emploi, la mise en valeur de nos ressources et la fermeté du dollar.

Le budget est ordinairement annuel. Le programme financier d'une année doit s'adapter aux conditions économiques existantes qui, dans une économie libre, dynamique et sensible comme celle du Canada, ne cessent de changer. Nos programmes financiers doivent donc être marqués au coin de la flexibilité. Cette faculté d'adaptation a caractérisé nos programmes budgétaires annuels des cinq dernières années—adaptation aux conditions, adaptation au changement.

(Texte)

Je suis heureux de signaler que les circonstances dans lesquelles se présente ce budget du Canada sont une prospérité grandissante, un nombre accru d'emplois, de plus grandes possibilités et une rapide croissance économique. La politique énoncée dans ce budget demeurera expansionniste, adaptée à la conjoncture économique nationale. Telle est la note dominante de mon discours.

(Traduction)

COMPTES DU GOUVERNEMENT, 1961-1962

Les opérations financières du gouvernement, pour l'année qui s'est terminée le 31 mars, sont exposées et analysées en détail dans le Livre blanc déposé et publié hier. Il me suffira donc de n'en dire que quelques mots ce soir. Les chiffres actuellement disponibles sont, bien entendu, sujets à certaines modifications, vu qu'il reste nombre de versements à faire et que les chiffres définitifs ne seront connus qu'une fois fermés et vérifiés les comptes de l'année.

Dans mon dernier budget, il y a dix mois, j'avais prévu des revenus de 5,765 millions de dollars pour l'année financière terminée le 31 mars. La dernière estimation en établit le chiffre à 5,772 millions, soit 7 millions ou moins de $\frac{1}{3}$ p. 100 de plus que ce que j'avais prévu. Les dépenses, estimées d'abord à 6,415 millions, se sont établies à 6,563 millions, augmentation de 148 millions ou de 2 $\frac{1}{4}$ p. 100. Plus des quatre cinquièmes de cet écart est toutefois attribuable à des événements et à des décisions administratives qui ne pouvaient être prévus quand nous avons présenté le budget antérieur. Les dépenses pour la défense ont augmenté de 40 millions par suite de décisions prises et annoncées lors de la crise de Berlin, en août dernier. Les récoltes anormalement faibles des Prairies ont fait augmenter de 40 millions la somme versée en vertu de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies et nous a fait décider, au cours de la présente session, de verser un montant supplémentaire de 42 millions aux producteurs de céréales de l'Ouest. Hormi ces trois postes, les dépenses pour l'année passée ont été de l'ordre de 25 millions, ou $\frac{2}{3}$ p. 100 de plus qu'on l'avait d'abord prévu.

Le déficit budgétaire de l'année qui vient de finir s'établit donc à 791 millions, c'est-à-dire 141 millions de plus que l'estimation de juin dernier, augmentation attribuable aux dépenses qu'ont entraînées les événements imprévus dont je viens de parler. Ces frais supplémentaires ont reçu l'assentiment unanime de la Chambre, sauf peut-être pour ce qui est de certains honorables députés qui ont soutenu que ces dépenses auraient dû être beaucoup plus fortes.

[L'hon. M. Fleming.]

Nos recettes et nos déboursés non budgétaires se sont écartés sensiblement des chiffres que j'avais soumis en juin, mais on se rappellera que mon exposé budgétaire d'alors ne comportait précisément aucun pronostic des changements, bel et bien imprévisibles, que pourrait subir le Fonds des changes. En juin dernier, je m'attendais que le montant global des besoins en espèces atteigne 980 millions de dollars. Il semble à présent que le déficit global en espèces n'a été que de 479 millions seulement. Cette diminution de 500 millions de nos besoins en espèces s'explique en grande partie par le remboursement de 240 millions sur d'anciennes avances au Fonds des changes; par une réduction d'environ 40 millions du montant des avances prévues, aux termes de la loi nationale sur l'habitation, parce que la Société centrale d'hypothèques et de logement a écoulé sur le marché pour plus de 40 millions d'hypothèques existantes; par une diminution d'environ 40 millions du montant des prêts au National-Canadien; et par le remboursement de 67 millions sur les avances consenties à la Commission d'assurance-chômage. Par suite de la réorganisation de la Caisse d'assurance-chômage dont j'ai parlé en juin dernier, nous avons remplacé les avances en espèces faites à la Commission d'assurance-chômage par la reprise de son ancien portefeuille et le rachat des obligations non négociables qu'elle détenait.

Conformément aux dispositions de la loi sur la sécurité de la vieillesse, je dois aussi exposer à la Chambre l'état actuel de la Caisse de la sécurité de la vieillesse. Les détails figurent aux pages 93 et 94 du Livre blanc. En résumé, les recettes de la Caisse, en vertu de la loi, ont été de 649 millions pour la dernière année; les prestations, y compris la hausse qui a porté la pension à \$65 par mois à compter du 1^{er} février 1962, ont atteint 625 millions, ce qui laisse un excédent de 24 millions pour l'année. En revanche, la Caisse n'avait pas remboursé un prêt de 17 millions que le ministre des Finances lui avait consenti l'an dernier. Le prêt ayant été remboursé, l'excédent s'établit donc à 7 millions de dollars.

Pour la nouvelle année financière 1962-1963, les paiements de prestations, en vertu de la loi sur la sécurité de la vieillesse, atteindront environ 736 millions, tandis que les revenus, en vertu de la loi, seront de quelque 672 millions, ce qui entraînera un déficit de 64 millions pour l'année, en plus du déficit accumulé de 57 millions. Après les présentes consultations avec les provinces, au sujet d'une modification constitutionnelle qui permettrait au Parlement de légiférer sur un régime contributif avec prestations aux survivants, nous allons continuer à étudier cette question dans l'optique des décisions à prendre, dans l'avenir,

au sujet des régimes de pension de bien-être social. En outre, des études sur la transférabilité des pensions se poursuivent activement.

REVUE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Je suis heureux de pouvoir annoncer à la Chambre, premièrement, que l'économie canadienne est en saine expansion; deuxièmement, que cette expansion est beaucoup plus rapide que durant la dernière période correspondante, et que notre balance des paiements et des échanges internationaux est meilleure que depuis de nombreuses années; troisièmement, que les mesures qu'a prises le gouvernement actuel contribuent de façon pratique et décisive à ces améliorations; quatrièmement, qu'à condition que ces mesures soient maintenues et adoptées au cours de l'année financière qui commence, nous avons de bonnes raisons de prévoir une appréciable nouvelle croissance économique et une nouvelle prospérité.

L'accroissement de l'activité économique, au cours de 1961, a été vraiment impressionnant. Entre le premier et le quatrième trimestre de l'année, le produit national brut, exprimé en taux annuels, a augmenté de 2.4 milliards, soit de 7 p. 100. De mars à décembre 1961, l'indice de la production industrielle a monté de plus de 9 p. 100. A la fin de l'année, il était de presque 5 p. 100 plus élevé que son sommet antérieur. La production de certaines industries lourdes a connu une hausse particulièrement prononcée. Par exemple, en 1961, la production de lingots d'acier a dépassé de 12 p. 100 celle de 1960 pour atteindre un sommet sans précédent de presque 6 millions et demi de tonnes. Au cours des cinq dernières années, la production de ce produit de base a monté de 23 p. 100 et l'industrie, dans son ensemble, a étendu, élargi et diversifié sa capacité. A l'heure actuelle, cette industrie répond à une plus grande partie de nos besoins nationaux; en 1956, les producteurs canadiens fournissaient 70 p. 100 de l'acier dont nous avions besoin; depuis, cette proportion a augmenté pour s'établir aux environs de 80 p. 100. Les aciéries canadiennes produisent aujourd'hui toute une gamme de produits d'acier primaires et secondaires tels que les lourds profilés en acier et les gros tuyaux qu'on avait l'habitude de faire venir de l'étranger. Nos exportations de produits de l'acier ont aussi été plus fortes. Ce n'est là qu'un exemple des nombreuses industries canadiennes qui ont connu le progrès et l'expansion malgré l'évolution de la conjoncture économique mondiale.

La production minière, elle aussi, a atteint de nouveaux sommets après avoir monté en flèche au cours de la dernière année. C'est

dans la production de nickel, d'amiante, de gaz naturel et de pétrole qu'on a enregistré les plus fortes augmentations.

Nos exportations de marchandises canadiennes ont verticalement augmenté en 1961 et, dans le quatrième trimestre de l'année, elles ont atteint 6,256 millions de dollars, ce qui, rectifié à chaque saison selon les taux annuels, représente une hausse de 19 p. 100 sur le niveau atteint dans le quatrième trimestre de 1960. La Chambre sait déjà quel succès a couronné notre travail en vue d'accroître les ventes de produits agricoles et de blé en particulier. Mais la Chambre n'est peut-être pas au courant des hausses considérables dans nos ventes à l'étranger d'autres produits canadiens comme le bétail, les tissus de coton, les machines industrielles, les appareils électriques, le pétrole, le nickel, les plastiques de base, l'amiante et les produits chimiques. Les augmentations, dans les exportations de ces produits en 1961, ont dépassé les 150 millions de dollars par rapport à 1960.

Par suite du rythme accéléré de l'activité économique en 1961, l'embauche a augmenté sensiblement. En 1960, alors que tous les accroissements de l'embauche se sont produits dans les industries de prestation de service, l'augmentation était attribuable aux femmes en grande partie, mais en 1961, l'embauche s'est surtout accrue dans les industries de fabrication et a fait augmenter d'une façon appréciable le nombre d'emplois occupés par les hommes. En février 1962, le Canada comptait 196,000 travailleurs de plus qu'un an plus tôt et, de ce nombre, 164,000 étaient des hommes. Par conséquent, le chômage a diminué sensiblement, surtout parmi les hommes.

En grande partie à cause de cet accroissement de l'embauche, le revenu de la main-d'œuvre a augmenté d'une façon marquée en 1961. Au cours des huit mois compris entre avril et décembre 1961, l'accroissement du revenu de la main-d'œuvre a atteint le même niveau que celui des 15 mois précédents. Les bénéfices réalisés par les entreprises commerciales ont aussi nettement augmenté; au quatrième trimestre de 1961, ils avaient atteint un nouveau sommet de 3.8 milliards de dollars, soit 4 p. 100 de plus que jamais auparavant.

Grâce à leurs revenus plus élevés, les consommateurs ont accru leurs dépenses, lesquelles ont augmenté de plus de 800 millions au cours de 1961. A la fin de 1961, le niveau des dépenses des consommateurs s'élevait à près de 8 p. 100 de plus que le sommet de l'activité économique précédemment atteint.

Cette accélération du rythme de notre économie est des plus encourageante. Au cours des neuf derniers mois, la vitesse d'expansion

a été plus grande que durant les étapes correspondantes des derniers progrès cycliques accomplis en 1958. Au cours des neuf premiers mois de la dernière période d'expansion, le volume de la production non agricole ne s'était accru que d'environ 3 p. 100. Durant les neuf premiers mois de la période actuelle, l'augmentation a atteint près de 5 p. 100. Ces progrès de 1961 ont, en effet, déjà porté le volume de la production non agricole à un niveau de 4 p. 100 supérieur à celui qui avait été atteint lors du sommet précédent. A pareille époque, lors de l'expansion précédente, le volume de la production non agricole s'établissait à environ 1½ p. 100 au-dessus du sommet précédent.

Trop souvent dans le passé, une reprise de l'activité économique s'est accompagnée d'une hausse appréciable des prix. Fort heureusement, cela ne s'est pas produit en 1961. Au cours des neuf derniers mois de 1961, l'indice des prix à la consommation n'a monté que de ½ p. 100, alors que durant la période correspondante de la reprise précédente, il avait monté de 1½ p. 100. Conscient de l'inquiétude bien compréhensible que nous éprouvons à l'égard des dangers de l'inflation, je suis sûr que la Chambre et tous les Canadiens se réjouiront de ces preuves si manifestes de la stabilité des prix.

J'ai signalé, monsieur l'Orateur, que nos exportations se sont accrues de façon sensible en 1961. Les importations de marchandises ont augmenté de 3 p. 100 en 1961, atteignant le chiffre de 5,717 millions, et l'augmentation s'est produite surtout au cours des derniers mois de l'année. Il est tout à fait normal que l'augmentation des importations soit marquée en période de reprise des affaires. Mais contrairement à ce qui s'est produit dans le passé, les exportations ont augmenté bien plus rapidement que les importations. Nous avons donc pu réaliser, au titre des marchandises, un excédent commercial de 179 millions de dollars. C'est la première fois depuis 10 ans que notre balance commerciale est aussi favorable, ce qui fait contraste avec le déficit sans précédent de 728 millions par lequel les échanges de marchandises s'étaient soldés en 1956. Cette amélioration de notre situation commerciale a plus que contrebalancé l'accentuation du déficit relatif aux transactions ne portant pas sur des marchandises. Par conséquent, le déficit global de compte courant dans la balance des paiements est tombé à 989 millions en 1961. C'est là une diminution de 19 p. 100 par rapport au déficit de 1960 et de 28 p. 100 par rapport à celui de 1956. En fait, le déficit de 1961 a été le plus bas depuis 1955.

Outre l'amélioration de notre balance des paiements, la croissance de notre économie,

[L'hon. M. Fleming.]

ces dernières années, s'est manifestée de diverses autres façons. De fait, monsieur l'Orateur, les plus importantes données statistiques relatives à l'économie, une fois les variations saisonnières éliminées, révèlent que notre situation est meilleure que celle de nos deux principaux partenaires commerciaux, la Grande-Bretagne et les États-Unis. De 1957 jusqu'à la fin de 1961, la production industrielle a augmenté de 15 p. 100 aux États-Unis et de 12 p. 100 en Grande-Bretagne. Au Canada elle s'est accrue de plus de 16 p. 100. Au cours de la même période, l'ensemble des exportations a augmenté de moins de 8 p. 100 en Grande-Bretagne et de moins de 6 p. 100 aux États-Unis, tandis qu'au Canada il a monté de plus de 30 p. 100. En Grande-Bretagne et aux États-Unis, l'emploi s'est accru d'environ 3 p. 100; au Canada, il a augmenté de près de 8 p. 100. D'autre part, la hausse des prix a été moindre au Canada qu'en Grande-Bretagne ou qu'aux États-Unis.

Cette amélioration sensible de notre situation économique n'est pas le fruit du hasard. Dans mon exposé budgétaire de juin dernier, je déclarais que la reprise cyclique qui s'amorçait à ce moment-là serait vraisemblablement faible et peu satisfaisante, à moins d'une relance, au moyen de mesures concrètes, par l'État. J'affirmais qu'une combinaison judicieuse de politiques fiscales, financières et commerciales s'imposait pour donner une impulsion à l'économie, utiliser la capacité de production non employée, stimuler la croissance, accroître les échanges et, partant, augmenter les occasions d'emploi pour les Canadiens. Nous avons connu depuis une expansion d'assez belles proportions. Cette vive expansion, nous la devons, pour une bonne part, à la conjugaison des politiques judicieuses et énergiques que nous avons adoptées. Nombre de ces politiques portaient sur des situations données, de nature bien précise, mais elles s'inséraient dans un ensemble cohérent et harmonieux de mesures destinées à améliorer, dans l'immédiat et à longue échéance, la marche de notre économie.

Pour l'avenir immédiat, nous nous étions fixé comme but d'accroître la demande intérieure, afin d'employer davantage nos moyens de production. C'est à cette fin que nous avons prévu et subi un déficit budgétaire assez lourd. Comme je le disais au cours de mon dernier exposé budgétaire, en recourant à un tel déficit, le gouvernement accroît le pouvoir d'achat de la population, puisqu'il met à sa disposition plus d'argent qu'il ne lui en retire par les impôts. L'accroissement de la demande qui s'ensuit favorise l'expansion de la production et de l'emploi.

Un déficit proportionné à la conjoncture économique que nous avons connue peut

découler d'une variété de mesures fiscales: réduction des impôts, augmentation des dépenses directes de l'État au titre des biens et des services, accroissement des paiements de transfert à des particuliers ou à d'autres paliers du gouvernement. Ces diverses mesures peuvent être utilisées seules ou conjointement. Comme vous le savez, le gouvernement a sensiblement diminué les impôts afin d'accroître la demande au niveau des consommateurs. D'une façon générale, l'ensemble des dépenses directes de l'État au titre des biens et des services n'a augmenté que d'une manière modérée. Les dépenses globales effectuées par le gouvernement fédéral à l'égard des biens et des services en 1961 ont représenté une part moins grande des dépenses nationales brutes qu'en 1956. C'est en augmentant les versements au titre du bien-être et les paiements de transfert aux provinces et aux municipalités que nous avons le plus aidé à accroître le pouvoir d'achat, la demande et la croissance économique d'un bout à l'autre du pays. Nous avons fortement majoré les versements afin de répondre aux besoins des vieillards, des anciens combattants et des chômeurs. Nous nous sommes constamment employés à accroître les revenus de ces personnes. Nous avons aussi affecté des montants considérables au maintien du revenu des cultivateurs et des pêcheurs. Par ailleurs, le présent gouvernement a grandement aidé les gouvernements provinciaux et municipaux à trouver les fonds requis pour fournir des services satisfaisants dans leurs sphères d'activité. Nous avons donc accordé la priorité à leurs besoins aux dépens de toute augmentation des dépenses directes de l'État fédéral. Les versements à des particuliers à même le Trésor fédéral se sont accrues de 65 p. 100; de 1,224 millions qu'ils étaient en 1956, ils sont passés à 2,014 millions en 1961. Les versements effectués par l'État fédéral aux gouvernements provinciaux et municipaux sont montés de plus de 130 p. 100, soit de 485 millions, en 1956, à 1,123 millions en 1961. En plus de stimuler l'ensemble de l'économie, ces versements accrus ont grandement aidé les deux autres paliers de gouvernement, au Canada.

Lorsque de vastes ressources de production sont inexploitées au pays, il est bon d'encourager la demande mais cela n'est pas suffisant à la longue. Dans un monde de plus en plus complexe et en proie à une révolution d'ordre technologique, il faut que les individus reçoivent une formation toujours plus spécialisée et qu'ils aient des talents plus variés. En outre, il leur faut un outillage moderne, des moyens de transport satisfaisants, d'abondantes sources de combustible et d'énergie, le tout à un prix raisonnable. Par l'orientation de nos politiques, nous nous sommes

efforcés de satisfaire à ces exigences. En collaboration avec les provinces, nous avons encouragé la formation de base et la formation avancée dans les écoles techniques et professionnelles en versant des subventions élevées. Nous avons fortement accru notre aide financière aux universités afin d'aider un plus grand nombre de jeunes Canadiens à acquérir une formation plus poussée. Au cours de l'année financière terminée le 31 mars, nous avons consacré à ces seuls programmes environ 80 millions de dollars, soit quatre fois plus qu'il y a cinq ans. Ainsi que je l'ai déjà annoncé, nous augmenterons encore beaucoup ces contributions durant l'année financière en cours.

Pour faire pendant à notre politique visant l'amélioration des aptitudes techniques de la main-d'œuvre, nous avons encouragé la modernisation et la diversification de l'industrie. Les deux derniers budgets prévoient des dégrèvements spéciaux au titre des frais de renouvellement et de modernisation du matériel et favorisaient le double amortissement des installations pour la production d'articles nouvellement fabriqués au Canada ou dans les régions désignées comme régions de main-d'œuvre excédentaire; ces allègements étaient destinés à stimuler les investissements dans les usines et dans l'équipement de fabrication. Le Conseil de la productivité que nous avons institué et les mesures spéciales que nous avons prises l'an dernier pour encourager la recherche dans le secteur privé contribuent à améliorer le rendement de l'industrie canadienne. Ce soir, je proposerai d'autres mesures tendant à stimuler la recherche et les études d'ordre technique.

Le gouvernement a maintenu une politique dynamique de mise en valeur des ressources dans toutes les parties du Canada. En assurant des débouchés nationaux et étrangers pour le pétrole, la politique fédérale du pétrole a permis une augmentation sensible de la production de cette importante ressource énergétique. Ces dernières semaines, nous avons pris l'initiative d'examiner, en collaboration avec les provinces, les problèmes techniques de réseaux à haute tension de transmission d'électricité.

L'institution du ministère fédéral des Forêts démontre tout l'intérêt que le gouvernement a pour cette précieuse ressource nationale et son désir d'aider à faire en sorte que ce soit les Canadiens qui profitent, dans la plus grande mesure possible, de l'expansion à venir des marchés mondiaux du bois et des dérivés du bois. Des mesures ont été prises afin d'ouvrir toujours plus largement de nouveaux territoires dans le Nord et pour faciliter l'exploitation des richesses naturelles, surtout des gisements de minéraux.

dans nos régions les plus reculées. Le programme des routes d'accès aux ressources et les récentes mesures législatives concernant l'aménagement des chemins de fer de Pine-Point, de la Gaspésie et d'Optic-Lake dans le nord du Manitoba, illustrent de façon convaincante les efforts dynamiques que le gouvernement a déployés en ce domaine.

En plus de ces projets et de beaucoup d'autres déjà en voie de réalisation, le gouvernement a pris des dispositions qui laissent présager pour l'avenir l'application soutenue d'un programme très vaste, mais bien équilibré, de mise en valeur de nos ressources. La Conférence sur les ressources et notre avenir, tenue à Montréal en octobre dernier, a fourni une magnifique occasion d'entreprendre un relevé et une étude poussée sur les possibilités de mise en valeur que nous offrent nos ressources renouvelables. Les avantages de cette vaste évaluation des possibilités et des tâches se feront sentir de plus en plus, à mesure que les Canadiens s'appliqueront à diriger l'exploitation de leur sol, de leurs cours d'eau et de leurs forêts. La première mesure proposée par le gouvernement dans le cadre de ce vaste programme a été la loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles, destinée à favoriser la meilleure utilisation de notre sol, à améliorer le rendement de notre agriculture, à redresser l'économie des régions rurales et à leur assurer un revenu plus élevé.

Des mesures touchant au fonctionnement de nos marchés de capitaux ont aidé le secteur des affaires à trouver dans le pays les fonds nécessaires à l'accroissement de la production et des exportations. Grâce à l'expansion sensible de ses opérations, la Banque d'expansion industrielle fournit maintenant aux entreprises de petite et moyenne importance des capitaux totalisant 100 millions de dollars par année. Durant l'année financière 1957, la Banque avait approuvé 401 prêts atteignant 30 millions de dollars; dans l'année fiscale 1961, elle a approuvé 1,364 prêts atteignant 71 millions de dollars. Ces trois dernières années, elle a ouvert dix nouvelles succursales, et elle compte maintenant 16 bureaux régionaux au service du pays entier. Le nouveau programme de garantie aux banques à charte des prêts à longue échéance qu'elles accordent aux petites entreprises n'a pas tardé à produire des résultats. La Société d'assurance des crédits à l'exportation a quadruplé son chiffre d'affaires ces dernières années. Voilà quelques réalisations qui témoignent du dynamisme des mesures prises par le gouvernement.

De plus, les améliorations apportées à la gestion de la dette, conjuguées avec la politique d'expansion monétaire de la Banque du Canada, ont amélioré la situation de nos

marchés de capitaux. En dépit d'une augmentation considérable des demandes de capitaux sur nos marchés, l'an dernier, et en dépit d'une diminution de l'entrée des capitaux étrangers pour suppléer à nos propres ressources financières, les taux d'intérêt au Canada sont moins élevés qu'il y a un an. L'écart s'est rétréci entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis. Par conséquent, il est devenu beaucoup moins avantageux de placer des capitaux étrangers au pays. Plus tard, ce soir, je parlerai plus longuement de notre politique du taux de change et des bons résultats que nous en retirons. Pour le moment, je me contenterai de dire que, surtout à cause de la baisse du cours du dollar canadien à l'étranger, les prix de nos produits sont plus concurrentiels au Canada et à l'étranger, et la production canadienne s'en trouve stimulée.

Au sujet de la nouvelle situation sur le plan financier, j'aimerais dire combien j'apprécie l'aide que m'a fournie la Banque du Canada. Quand M. Rasminsky a été nommé gouverneur en juillet dernier, lui et moi avons déclaré, chacun de notre côté, qu'une coordination de mesures judicieuses s'imposait dans les domaines monétaire et fiscal, et dans la gestion de la dette, afin de stimuler la croissance économique et la prospérité nationale. Nous avons tous deux souligné l'importance de consultations étroites et régulières afin d'en arriver à cette coordination de nos programmes d'action. Depuis sa nomination, le gouverneur et moi nous sommes rencontrés au moins une fois par semaine et j'ai beaucoup profité de nos échanges de vues et de renseignements.

Monsieur l'Orateur, permettez-moi maintenant de me tourner vers l'avenir. La situation économique, qui s'est beaucoup améliorée récemment, ne nous autorise néanmoins pas à nous arrêter là. Notre industrie ne marche pas toute à plein rendement; le chômage, compte tenu de l'élément saisonnier, est tombé de 7.8 p. 100 en février 1961 à 6 p. 100 en février 1962, mais il faut que cette heureuse diminution s'accroisse davantage; et il est essentiel que la position de notre balance des paiements s'améliore encore davantage. Notre économie a pris beaucoup d'essor mais nous ne croyons pas pour autant que nous parviendrons sans effort à la pleine utilisation de notre capacité de production. La coordination des mesures annoncées l'été dernier s'est révélée efficace et a provoqué d'appréciables progrès. Toutefois, ces progrès n'ont pas encore atteint un point tel qu'un changement fondamental d'attitude s'impose. Il ne faut absolument pas freiner avant l'heure l'essor qui se dessine. La politique financière doit continuer à aiguillonner l'économie et il faut adopter

d'autres mesures particulières en vue d'améliorer qualitativement et quantitativement le rendement industriel, ce qui stimulera par le fait même l'emploi et le revenu. Je reviendrai là-dessus un peu plus tard.

L'élan de la reprise actuelle, soutenu par les mesures déjà adoptées et par d'autres que j'annoncerai ce soir, assurera à l'activité économique du Canada un essor qu'elle n'a jamais connu. Si les récoltes sont normales et qu'il ne survienne rien d'imprévu, je prévois que le produit national brut augmentera de 7 p. 100 en 1962 par rapport à 1961. Une augmentation de cette ampleur n'a été atteinte que deux fois au cours des dix dernières années.

Monsieur l'Orateur, je m'étais proposé de traiter ici assez longuement de questions économiques internationales. A moins que la Chambre ne consente à prolonger la durée de la séance de ce soir, je n'aurai pas le temps de lire ce chapitre.

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Nous avons apporté, au cours de la dernière année financière, certains changements importants dans la gestion de la dette publique et ceux-ci ont aidé à raffermir et à stabiliser le marché des obligations. Le rendement du marché des valeurs de l'État n'a que peu fluctué, les taux d'intérêt ont été à la baisse et la différence entre le rendement des valeurs du gouvernement américain et celles du gouvernement canadien a considérablement diminué. Les résultats ont été très avantageux pour l'économie canadienne.

Au cours des douze derniers mois, les ventes globales de nouvelles obligations de l'État se sont élevées à 3,451 millions de dollars, dont 2,233 millions représentaient des obligations négociables, et 1,218 millions des obligations non négociables, la plupart étant des obligations d'épargne du Canada. D'autre part, des obligations négociables d'une valeur de 549 millions de dollars sont venues à échéance et ont été rachetées, 883 millions ont été remboursés par anticipation, 486 millions ont été rachetés et annulés avant leur échéance, et 676 millions d'obligations non négociables ont été encaissés. Il en résulte que le montant des obligations négociables encore en circulation a augmenté de 315 millions, et celui des obligations non négociables de 542 millions. Monsieur l'Orateur, le tableau que je voudrais faire insérer ici dans le hansard renferme des détails statistiques sur ces émissions et remboursements.

M. l'Orateur: Le ministre a-t-il la permission de faire insérer à ce moment-ci de son discours le tableau dont il vient de parler?

Des voix: D'accord.

[Note de l'éditeur: Voici le tableau en question:]

Tableau 1

Émissions d'obligations—Année financière 1961-1962 (en millions de dollars)			
Obligations négociables			
Nouvelles émissions		2,233	
moins: Échues	549		
Remboursements par anticipation	883		
Achetées et annulées avant échéance	486	1,918	
		<hr/>	
Augmentation nette..			315
Obligations non négociables			
Vendues à la Commission d'assurance-chômage. 162			
Obligations d'épargne du Canada	1,056	1,218	
		<hr/>	
moins: Rachats			
Commission d'assurance- chômage	109		
Obligations d'épargne du Canada	567	676	
		<hr/>	
Augmentation nette..			542
			<hr/>
Augmentation totale			857

M. l'Orateur: L'expérience nous apprend qu'il peut y avoir d'autres tableaux, et on pourrait peut-être gagner du temps si la Chambre consentait dès maintenant à ce que de tels tableaux soient insérés au hansard au fur et à mesure que le ministre les présenterait. C'est entendu?

L'hon. M. Chevrier: Non, monsieur l'Orateur. Je crois que nous devrions voir ces tableaux. (*Exclamations*)

Des voix: Honte!

L'hon. M. Fleming: Qu'il me soit permis de dire tout simplement, monsieur l'Orateur, pour ce qui est de gagner du temps, que je ne saurais finir le discours que j'ai préparé, je le répète, à moins que la Chambre soit prête à prolonger la durée de la séance, étant donné que je tiens à bien établir comme règle que, ce soir, l'opposition devrait disposer d'un temps raisonnable pour répondre.

L'hon. M. Pearson: A ce propos, monsieur l'Orateur, le ministre doit savoir que nous avons déjà consenti à ce que le temps à sa disposition soit prolongé. Quand nous parlons de tableaux à ne pas faire imprimer automatiquement au hansard, bien entendu, s'il s'agit de longs tableaux, ils devraient être insérés, mais s'ils sont assez

courts, il va sans dire que le ministre s'empressera d'en donner lecture.

M. Herridge: Monsieur l'Orateur, je voudrais tout simplement dire, au nom du groupe auquel j'appartiens, que nous consentirons à ce que le temps du ministre soit prolongé à condition qu'il consente, au nom du gouvernement, à ce que le débat sur le budget se continue demain et, ensuite, sans interruption pendant six jours comme le prévoit le Règlement. (*Exclamations*)

L'hon. M. Fleming: Dans mon exposé budgétaire de juin dernier, je disais qu'en vue d'éviter la congestion du marché des obligations à long terme, nous limiterions au marché à court terme, du moins pour quelques mois, les nouvelles émissions fédérales. Nous n'avons émis depuis neuf mois aucune obligation à long terme; 375 millions de dollars d'obligations dont le terme variait de 5½ à 6 ans ont été confiés directement à la Banque du Canada, et les termes de toutes les autres émissions négociables n'ont en aucun cas dépassé 3½ ans. Cette décision de ne pas émettre d'obligations à long terme a beaucoup aidé les provinces, les municipalités et les sociétés à répondre à leurs besoins de capitaux à long terme. Nous nous proposons de poursuivre un programme de gestion de la dette qui assurera un marché des capitaux sûr et ordonné et qui donnera confiance au portefeuilleliste.

Ainsi que je l'ai annoncé dans mon exposé budgétaire de juin, nous avons acheté en septembre dernier à valeur comptable toutes les obligations détenues par la Caisse d'assurance-chômage et, du produit de cette vente, plus ses recettes nettes d'octobre et de novembre, la Commission d'assurance-chômage a remboursé au Trésor les 67 millions de dollars qui avaient été antérieurement avancés à la Caisse et acheté 162 millions de dollars d'obligations non négociables et remboursables au pair n'importe quand sur préavis de trente jours. De ces obligations non négociables, on en a depuis encaissé pour 109 millions de dollars.

L'exposé budgétaire de juin annonçait que nous allions établir une Caisse d'achat destinée à assurer le retrait méthodique de la dette de l'État et, en même temps, à contribuer à la stabilité du marché des obligations à long terme. Le montant initial versé à la Caisse d'achat a été de 100 millions de dollars, et en septembre la Chambre a été informée que nous n'allions pas limiter à ce montant les opérations de notre Caisse d'achat. Jusqu'ici, la Caisse d'achat a acquis sur le marché 166 millions de dollars d'obligations à long terme, au pair, au prix de 157 millions de

dollars, et toutes ces obligations ont été annulées. Je me propose de maintenir en activité la Caisse d'achat au cours de l'année qui vient.

J'aimerais dire un mot de la popularité et de l'efficacité croissante de nos émissions d'obligations d'épargne du Canada. Ces dernières années, des particuliers à revenus modestes se sont appliqués de plus en plus à placer une proportion importante de leurs épargnes dans des obligations d'épargne du Canada. A la fin de 1957, le montant en cours des obligations d'épargne du Canada s'élevait à 2,649 millions de dollars, soit environ 100 millions de plus que l'année précédente. En 1958, le montant des obligations d'épargne du Canada a augmenté de 250 millions; en 1959, de 300 millions; en 1960, de près de 400 millions; et en 1961, de près de 500 millions de dollars. Le total des obligations d'épargne du Canada en cours au 31 décembre 1961 s'élevait à 4,080 millions de dollars, soit une augmentation nette de 1,539 millions en cinq ans.

Le taux d'intérêt sur les valeurs de l'État a baissé au cours de l'année écoulée. Le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trois mois, en mars 1962, s'établissait en moyenne à 3.09 p. 100, soit ½ p. 100 de moins que le taux du mois de mars 1961. Pendant cette même période, le rendement sur les obligations de deux à dix ans a baissé d'environ ¾ p. 100, et sur les obligations à dix ans, de ¼ à ½ p. 100. Mais plus significatif encore a été l'écart entre le rendement en intérêt sur les émissions d'obligations américaines par rapport aux émissions d'obligations canadiennes. L'écart entre le rendement des bons du Trésor canadien et les bons du Trésor américain en mars 1961 a été de 0.83 p. 100, et au cours du mois dernier de 0.36 p. 100. Dans le domaine des obligations à long terme, l'écart pendant le premier semestre de 1961 a varié entre 1.25 et 1.40 p. 100; de juillet à septembre, l'écart a été d'environ 1.00 p. 100, et au cours du mois écoulé, de 0.89 p. 100.

La dette totale nette de l'État s'établit présentement à 13.2 milliards de dollars. Cela représente \$712 par tête d'habitant, comparativement à \$685 il y a un an, à \$701 en 1956 et à \$774 en 1952. Exprimée en pourcentage du produit national brut, notre dette nette s'établit présentement à 35.9 p. 100, comparativement à 34.6 p. 100 il y a un an, à 41.6 p. 100 en 1956 et à 52.8 p. 100 en 1952.

Le coût d'intérêt net de notre dette nette au cours de la présente année s'est établi à 3.77 p. 100, alors qu'il était de 3.80 p. 100, il y a un an, et de 4.10 p. 100 il y a deux ans. L'échéance moyenne de notre dette non échue, à l'exclusion des obligations d'épargne

du Canada et des titres perpétuels, s'établissait à 8.3 ans au 31 décembre 1961. En 1960, ce chiffre s'établissait à 9.4 ans, en 1956 à 6.6 ans, et en 1952 à 6.8 ans.

Monsieur l'Orateur, puis-je insérer ici trois tableaux qui donnent les chiffres concernant la dette?

M. l'Orateur: La Chambre consent-elle à ce que le ministre verse au hansard les tableaux en question?

Des voix: D'accord!

(Note de l'éditeur: Voici les tableaux en question:)

TABLEAU 2
GOUVERNEMENT DU CANADA
Dette directe brute et nette

	Dette consolidée	Dette totale	Dette nette	Dette nette	
				Par tête d'habitant	Exprimée en pourcentage du P.N.B.
				\$	
	(milliards de dollars)	(milliards de dollars)	(milliards de dollars)		
Au 31 mars—					
1952.....	14.7	17.3	11.2	774	52.8
1953.....	14.8	17.9	11.2	752	46.5
1954.....	14.6	17.9	11.1	727	44.4
1955.....	14.5	18.0	11.3	717	45.3
1956.....	15.4	19.1	11.3	701	41.6
1957.....	14.4	18.3	11.0	664	36.0
1958.....	14.2	18.4	11.0	648	34.6
1959.....	15.6	20.2	11.7	669	35.5
1960.....	15.9	21.0	12.1	679	34.7
1961.....	16.1	21.6	12.4	685	34.6
1962.....	16.9	22.9	13.2	712	35.9

TABLEAU 3
GOUVERNEMENT DU CANADA
Coût de l'intérêt sur la dette directe brute et nette

Année terminée le 31 mars	Intérêt versé sur la dette totale	Revenu de placements	Intérêt net	Intérêt net exprimé en pourcentage de la dette nette			
					(millions de dollars)	(millions de dollars)	(millions de dollars)
1952.....	432	123	309	2.77			
1953.....	451	126	325	2.92			
1954.....	476	152	324	2.91			
1955.....	478	134	344	3.05			
1956.....	493	149	344	3.04			
1957.....	520	207	313	2.85			
1958.....	539	169	370	3.35			
1959.....	606	221	385	3.30			
1960.....	735	239	496	4.10			
1961.....	757	284	473	3.80			
1962.....	804	305	499	3.77			

TABLEAU 4

GOUVERNEMENT DU CANADA

Échéance et répartition de la dette directe et garantie

31 décembre	Échéance moyenne*	Répartition du montant de la dette			Pourcentage détenu par le public
		Les banques	Les comptes de l'État	Le public	
	Années	(millions de dollars)			
1952.....	6.8	5,176	1,102	8,909	58.7
1953.....	6.2	5,184	1,314	9,139	58.4
1954.....	7.2	5,633	1,204	8,629	55.8
1955.....	6.3	5,540	1,491	8,969	56.1
1956.....	6.6	4,950	1,518	8,766	57.5
1957.....	6.0	5,105	1,367	8,693	57.3
1958.....	10.3	6,190	1,258	8,968	54.6
1959.....	9.5	5,487	923	10,725	62.6
1960.....	9.4	5,801	866	11,080	62.4
1961.....	8.3	6,669	644	11,323	60.8

*Sauf les obligations d'épargne du Canada et les titres perpétuels.

L'hon. M. Fleming: Je poursuis.

TAUX DE CHANGE ET FONDS DES CHANGES

Il convient d'examiner ici la politique du gouvernement relativement au taux de change à la lumière de la balance de nos paiements internationaux et de nos relations avec le Fonds monétaire international.

Les rapports économiques internationaux du Canada sont, je crois, plus complexes, et, compte tenu de notre importance, plus étendus et plus nombreux que ceux de tout autre pays. Je pense en particulier aux aspects suivants. Le chiffre des échanges commerciaux du Canada est, au prorata de la population, plus élevé que ceux des principales nations commerciales du monde; gros importateur de capitaux, le Canada se trouve ainsi mêlé à un réseau sans pareil d'associations et d'opérations internationales; et finalement, nous sommes très près, sur les plans géographique et financier, du marché de capitaux le plus grand et le plus actif du monde, New-York.

En raison de tels éléments, nos rapports financiers internationaux ont toujours posé des problèmes spéciaux, des défis spéciaux. On peut considérer le Canada comme un exemple typique d'un pays pour lequel il est extrêmement difficile, étant donné la diversité de ses obligations et de ses intérêts internationaux, de concevoir et d'appliquer une politique de taux de change qui puisse être jugée tout à fait satisfaisante à tous égards.

A ce propos, il convient de rappeler les faits des quarante dernières années. Durant tout ce temps, exception faite de la période de réglementation du temps de guerre, soit de 1939 à 1950, il y a tout au plus une demi-douzaine d'années où la valeur du dollar canadien a été

réellement et solidement fixée, malgré les efforts internationaux faits en vue d'apporter une stabilité générale dans le cours des changes. Si nous nous reportons à l'entre-deux-guerres, nous nous rappelons que la Grande-Bretagne, en 1925, a amené le monde à adopter un cours fixe des changes fondé sur l'étalon-or. Moins de quatre années plus tard, par suite de l'afflux de capitaux à la bourse de New-York alors en pleine fièvre, la valeur du dollar canadien était poussée au-dessous de la baisse maximum prévue sous le régime de l'étalon-or. Lorsque la Grande-Bretagne et d'autres pays durent abandonner l'étalon-or en 1931, la valeur du dollar canadien a oscillé de façon instable et inégale entre le sterling et le dollar américain. Nombre de députés s'en souviendront, en décembre 1931, les Canadiens devaient payer une prime de plus de 20 p. 100 sur le dollar américain, alors que nous pouvions acheter du sterling à un prix au-dessous du cours à peu près égal. Au début de la guerre, en septembre 1939, les principales devises, y compris le dollar canadien, étaient soumises à un contrôle et se stabilisaient.

Pendant la guerre, soit de 1939 à 1945, le taux de change du dollar canadien a été établi à 10 p. 100 au-dessous de la valeur du dollar américain. Ce fut toutefois une période exceptionnelle, non seulement pour le Canada, mais pour d'autres pays. Au Canada, comme ailleurs, il a fallu, pour assurer la stabilité de notre devise par rapport aux devises étrangères, recourir à un système complexe de contrôle des changes, aussi bien que de réglementation des importations.

Durant les cinq années suivantes, de 1945 à 1950, le Canada a maintenu sa politique de fixation du taux de change, mais on ne saurait

prétendre que cette politique a été un succès complet. Premièrement, on a maintenu le contrôle des changes et il a fallu, durant une partie de cette période, maintenir un système de réglementation des importations. Deuxièmement, bien qu'on n'ait jamais, durant cette période, laissé le taux officiel varier sous l'influence des forces du marché, il y a eu quand même, durant une grande partie de cette période, un marché «extérieur» ou «officieux», accessible aux capitalistes et aux touristes à l'étranger, où un taux variable faisait en quelque sorte fonction de soupape de sûreté relativement aux opérations contrôlées qui se faisaient au taux officiel. Troisièmement, on a jugé nécessaire, pendant cette période, de modifier au moins à trois reprises le taux de change officiel: en 1946, le gouvernement de l'époque supprimait la prime de 10 p. 100 établie à l'égard du dollar américain au début de la guerre; en 1949, il rétablissait la prime de 10 p. 100 sur le dollar américain au moment même où la Grande-Bretagne et d'autres pays dévaluaient de 30 p. 100 leurs devises; en 1950, le gouvernement de l'époque se voyait dans l'impossibilité de neutraliser les effets inflationnistes d'une entrée rapide de capitaux, en partie parce que de nombreux milieux étaient convaincus que le taux choisi par le gouvernement en 1949 se révélait trop bas, et on laissait notre taux de change fluctuer librement, trouver son niveau naturel. En moins de deux ans disparaissait le dernier vestige du contrôle des changes.

Depuis 1950, le taux canadien du change n'a cessé d'être surtout déterminé par les forces de l'offre et de la demande, représentées dans nos transactions internationales au titre des comptes courants et des comptes de capital. Il convient de noter qu'en réalité, le taux canadien du change a été beaucoup plus stable durant cette période que durant les cinq années précédentes. Depuis 1950, le gouvernement s'est servi du Fonds des changes, créé en 1935, pour restreindre ou adoucir les fluctuations les plus brusques de la cote, enregistrées soit dans un sens soit dans l'autre. Mais, pendant toute cette période, on ne s'est jamais servi des ressources du Fonds des changes comme d'une offensive pour imprimer au taux du change une direction contraire à celle des forces du marché.

Dans mon dernier exposé budgétaire, le 20 juin 1961, j'ai signalé que le gouvernement souhaitait voir diminuer la valeur du dollar canadien, ce qui permettrait d'intensifier la production et l'embauche au Canada et de réduire notre très lourd déficit international. En certains milieux, on a mésestimé ma déclaration; on a cru que nous nous lançions dans une offensive sur le marché pour faire baisser notre taux du change. Ce

n'était pas le cas, ainsi que l'ont démontré les événements. En réalité, comme je l'ai expliqué en juin dernier et comme je l'avais expliqué auparavant, la diminution du taux du change devait essentiellement être réalisée par l'atténuation des pressions à la hausse exercées par l'entrée de certaines catégories de capitaux.

A cet égard, le succès a couronné nos efforts. Je pense surtout aux diverses dispositions annoncées par le budget en juin dernier, et intéressant les taux d'intérêt, les écarts de l'intérêt à l'échelle internationale, et la gestion de la dette. Je pense aussi aux mesures prises dans le budget provisoire de décembre 1960, en vue de faire disparaître certains stimulants particuliers aux importations de capitaux, et à l'avertissement que j'ai émis dans mon exposé budgétaire du 31 mars 1960 au sujet des risques inhérents aux importations de capitaux. Avec la disparition des pressions excessives, la valeur du change de notre dollar a décliné, après la présentation de mon dernier budget, et, depuis lors, ses fluctuations ont été relativement de peu d'envergure. Ce mouvement, allié aux autres mouvements qui ont suivi mes deux budgets précédents, a soulagé les producteurs canadiens d'un obstacle à la concurrence sur les marchés tant au Canada qu'à l'étranger.

Pendant ce temps, nonobstant certaines prédictions pessimistes émises à la Chambre et à l'extérieur, la stabilité du coût de la vie au Canada a été remarquable. Dans la présente conjoncture économique, le gouvernement avait bon espoir que le taux du change pouvait être considérablement modifié sans que l'inflation en résulte. Les événements ont pleinement justifié cette attente.

Le gouvernement n'a pas hésité—et il n'hésitera pas à l'avenir—à déployer une quantité considérable de fonds sur l'un ou l'autre secteur du marché afin d'empêcher que notre taux du change ne subisse des fluctuations soudaines ou irrégulières. Conformément à cet objectif, nous avons fait, à l'automne, d'importants achats de dollars américains, et des ventes considérables au début de la présente année. Nos réserves officielles d'or et de dollars américains ont augmenté et diminué de plusieurs centaines de millions de dollars. Il se peut fort bien que des mouvements analogues aient lieu à l'avenir. A l'occasion, l'ensemble de nos achats excédera sans doute par une large marge l'ensemble de nos ventes, et inversement. La Chambre apprendra avec intérêt que, depuis le budget supplémentaire que j'ai présenté en décembre 1960, la statistique publiée montre que l'écart entre nos ventes et nos achats en est venu à moins de 70 millions de dollars.

Le niveau modifié du taux du change a certainement été un élément important qui a concouru à améliorer notre compte courant international en 1961, alors que notre balance commerciale a été favorable pour la première fois depuis presque dix ans. Nous pouvons nous réjouir de ce résultat, mais nous ne devons pas, pour autant, pécher par excès de confiance. Il ne fait pas de doute que, grâce au taux modifié du change, la quantité réelle de nos importations a moins augmenté qu'elle ne l'aurait fait autrement, tandis que celle de nos exportations a augmenté davantage. Les répercussions de la baisse du taux du change ne se sont certes pas encore fait pleinement sentir sur notre balance commerciale, notre balance des dépenses relatives au tourisme, et d'autres articles de notre balance courante des paiements. Néanmoins, le total de notre déficit courant reste plus élevé qu'il ne devrait l'être, même si le cycle des affaires entame son mouvement ascendant. Cela doit continuer de nous inquiéter. C'est pourquoi j'en appelle de nouveau à tous les Canadiens, patrons et salariés, pour qu'ils maintiennent le Canada à la hauteur de la concurrence, qu'ils travaillent ensemble dans un véritable esprit d'association, qu'ils maintiennent les prix de revient à la baisse, qu'ils intensifient nos spécialisations, qu'ils améliorent nos techniques, qu'ils soutiennent la concurrence étrangère, tant au Canada que dans les autres pays, avec des produits bien conçus et bien fabriqués chez nous, et, enfin, qu'ils ne renoncent pas aux efforts déployés en vue d'accroître nos exportations. C'est vers ces secteurs d'activité qu'il faut se tourner si l'on veut continuer à réduire les déficits de notre balance des paiements.

Afin de compléter cet examen du taux du change et de la balance des paiements, monsieur l'Orateur, il convient que j'ajoute quelques mots au sujet du Fonds monétaire international, et de nos rapports avec ce Fonds. Le Canada en est un des membres fondateurs. La délégation canadienne à la conférence de Bretton Woods en 1944 y a joué un rôle aussi positif qu'influent et, en fait, depuis que le Fonds existe, c'est-à-dire depuis 1946, le Canada y a activement participé et l'a énergiquement appuyé. Tout pays dont les intérêts internationaux sont aussi étendus et divers que ceux du Canada doit, dans la poursuite de ses objectifs nationaux, appuyer un organisme qui est voué à l'expansion du commerce et des paiements multilatéraux, et qui tend à supprimer les restrictions.

Ainsi que je l'ai déjà exposé, c'est en 1950 que le gouvernement canadien a constaté qu'il ne pouvait se conformer à l'article IV de l'accord relatif au Fonds, aux termes duquel les pays membres sont tenus de maintenir des

taux de change fixes, sous réserve des modifications auxquelles ils procéderaient après avoir consulté le Fonds, dans les cas où il se produirait un déséquilibre fondamental. Au moment où le Canada s'est écarté du taux du change fixe pour adopter le taux flottant, et de temps à autre par la suite, les autorités du Fonds monétaire ont exprimé l'espoir que le Canada estimerait utile de se rallier de nouveau à ceux qui se conforment entièrement à l'article en question. Comme il fallait s'y attendre, cet organisme s'est à nouveau exprimé dans ce sens au cours de nos consultations les plus récentes.

D'autre part, on a toujours reconnu, au cours des dernières délibérations, comme dans les entretiens antérieures avec l'administration du Fonds, que les relations économiques internationales du Canada sont de nature très complexe. Le Fonds se rend parfaitement compte de la nature de nos opérations officielles sur le marché du change. Il sait que nous nous sommes adaptés aux pressions du marché, que nous les avons modérées et que nous n'avons pris aucune initiative qui fût de nature à porter préjudice aux intérêts d'autres pays.

En outre, nous avons joué un rôle très actif lorsqu'il s'est agi de mettre des moyens à la disposition du Fonds. Lors d'une augmentation générale des cotisations en 1959, nous avons accepté d'assumer une plus grande part que la plupart des pays. Quand, l'été dernier, cet organisme a fait un appel spécial pour obtenir des crédits en vue de soutenir la livre sterling, nous y avons promptement donné suite. Lorsqu'un nouvel accord de soutien tendant à se procurer des moyens supplémentaires a été annoncé en janvier dernier, le Canada figurait parmi les dix principaux pays industriels qui y ont participé.

Vu cette attitude de collaboration générale, monsieur l'Orateur, la Chambre comprendra pourquoi le Fonds, même s'il n'a pas, tout naturellement et judicieusement, abandonné son objectif ultime qui consiste à obtenir du Canada qu'il déclare un taux du change fixe, n'était néanmoins pas disposé à exercer sur nous une pression qui nous obligerait à prendre des mesures précipitées, lesquelles se seraient peut-être révélées prématurées, ou impossibles à maintenir. En ce qui nous concerne, nous voudrions que les perspectives de succès soient plus assurées qu'elles ne l'étaient quand le gouvernement du Canada a fait ces malheureuses tentatives en vue de maintenir des taux fixes pendant les années 1946 à 1950.

RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

Monsieur l'Orateur, je me proposais de faire une déclaration au sujet des relations fédérales-provinciales, mais comme on a déclaré que la Chambre n'est pas disposée à

prolonger les heures de séance, je devrai m'en abstenir et me contenter tout simplement de dire qu'au moment où le gouvernement a pris le pouvoir...

L'hon. M. Martin: Puis-je demander au ministre des Finances si ce document a été remis aux journalistes?

L'hon. M. Fleming: Les dispositions habituelles concernant la presse ont été prises, comme elles le sont depuis bien des années, bien longtemps avant que je devienne ministre de la Couronne. Ce sont les mêmes arrangements qui existaient lorsque le député était ministre. (*Exclamations*) Au moment où le gouvernement actuel a pris le pouvoir, les provinces touchaient, en vertu de la location des domaines fiscaux, 10 p. 100 de l'impôt fédéral sur le revenu et cette proportion a été portée à 13 p. 100 à partir de l'année financière 1958-1959.

Les nouvelles ententes prévoient la réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers prélevé par le gouvernement fédéral à concurrence de 16 p. 100 pour la première année jusqu'à atteindre 20 p. 100 en 1966-1967. Ainsi, sans imposer de nouvelles charges fiscales, les provinces recevront, la dernière année de validité des nouveaux accords, le double de la quote-part qu'elles touchaient quand le gouvernement actuel est entré en fonctions en 1957.

En même temps, le nouveau régime d'accords fiscaux prévoit un système de péréquation d'une portée plus étendue et plus proche des réalités. Les nouveaux accords fiscaux auront pour résultat d'accroître d'une façon très considérable les contributions accordées aux provinces sous forme de subventions inconditionnelles ou d'abattements fiscaux. La valeur estimative de ces subventions inconditionnelles et abattements accordés aux provinces en 1962-1963 est de 980 millions de dollars, soit une augmentation de 122 millions par rapport à l'année dernière et de 428 millions par rapport à 1956-1957.

Bien que l'augmentation des subventions inconditionnelles accordées aux provinces ait été importante depuis 1956-1957, celle des subventions conditionnelles a été même plus rapide encore. J'aimerais consigner maintenant au hansard un tableau indiquant la quote-part fédérale versée aux provinces et certains versements à des institutions provinciales à l'égard des années financières depuis 1956-1957 jusqu'en 1961-1962, ainsi que le montant estimatif à l'égard de l'année 1962-1963. Tableau 5, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Le ministre est-il autorisé?

Des voix: Bien sûr.

[*Note de l'éditeur: Le tableau susmentionné apparaît à la page 2834.*]

TABLEAU 5

VERSEMENTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AUX PROVINCES
(en millions de dollars)

	1956-1957	1957-1958	1958-1959	1959-1960	1960-1961	1961-1962	1962-1963
						(provi- soire)	(esti- mation)
A. Versements inconditionnels							
1. Subventions statutaires.....	22.8	22.0	21.6	21.4	21.0	23.5	23.5
2. Dégrevements fiscaux (estimation).....	157.3	275.6	275.1	313.8	307.7	313.0	715.9
3. Location de domaines fiscaux.....	—	213.9	249.0	279.7	288.7	312.6	—
4. Versements de péréquation (et de stabilisation).....	365.9	139.4	149.1	180.7	192.0	170.0	178.2
5. Part de 50 p. 100 de l'impôt fédéral sur les biens successoraux.....	—	—	—	—	—	—	13.3
6. Part de 50 p. 100 de l'impôt sur le revenu des services publics d'énergie.....	6.6	7.3	8.7	4.8	4.2	6.4	6.5
7. Subventions de redressements aux provinces atlantiques.....	—	—	25.0	25.0	25.0	25.0	35.0
8. Subvention supplémentaire à Terre-Neuve.....	—	—	13.6	7.3	7.7	8.0	8.0
Total partiel.....	552.6	658.2	742.1	832.7	846.3	858.5	980.4
B. Versements conditionnels							
9. Agriculture.....	0.9	1.0	1.9	6.7	3.8	5.1	4.2
10. Santé.....	36.4	34.6	45.9	46.0	47.9	48.9	49.2
11. Assurance-hospitalisation.....	—	—	54.7	150.6	188.9	283.3	324.2
12. Bien-être.....	38.4	48.2	74.1	90.8	102.8	139.2	150.8
13. Formation professionnelle et autres.....	4.7	4.8	8.1	8.4	8.7	61.0	104.8
14. Voirie et transport.....	26.9	50.9	53.7	56.8	54.2	42.2	50.2
15. Mise en valeur des ressources.....	2.7	4.3	8.7	15.3	17.9	24.0	23.1
16. Travaux municipaux d'hiver.....	—	—	.2	6.6	8.9	24.7	37.9
17. Divers.....	1.0	1.0	1.1	1.6	2.4	3.7	4.8
Total partiel.....	111.0	144.8	248.4	382.8	435.5	632.1	749.2
C. Versements au profit d'institutions provinciales							
18. Subventions aux universités (y compris la valeur nette du dégrèvement accordé à la province de Québec).....	16.0	16.6	25.5	26.1	26.7	27.2	37.0
19. Subventions aux municipalités tenant lieu des taxes sur les propriétés de l'État.....	9.7	17.5	21.9	22.6	24.6	24.9	27.3
Total partiel.....	25.7	34.1	47.4	48.7	51.3	52.1	64.3
TOTAL GLOBAL.....	689.3	837.1	1,037.9	1,264.2	1,333.1	1,542.7	1,793.9

L'hon. M. Fleming: On verra que le total de tous ces versements et de tous ces abattements, conditionnels ou non, est évalué à 1,794 millions de dollars pour 1962-1963, soit deux fois et demie autant que le total de 689 millions de dollars de 1956-1957. Les subventions conditionnelles de 1962-1963 sont censées s'élever à 749 millions de dollars, soit presque sept fois le total de 111 millions de l'année financière 1956-1957.

L'énorme augmentation des versements aux provinces a aidé directement et indirectement celles-ci à fournir les services essentiels et les a placées en meilleure posture pour aider

les municipalités. Cette augmentation a grandement alourdi les fardeaux financiers du gouvernement fédéral et engendré des déficits budgétaires. De fait, l'augmentation cumulative de ces versements aux provinces, ces cinq dernières années, dépasse de pas moins de 376 millions de dollars les déficits budgétaires cumulatifs de la même période. J'aimerais, ici, verser au hansom un tableau comparatif des déficits budgétaires du gouvernement fédéral et des augmentations des versements aux provinces pour la période allant de 1957-1958 à 1961-1962. Tableau n° 6, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Le ministre est-il autorisé?
Des voix: Entendu.

[Note de l'éditeur: Voici le tableau sus-mentionné.]

TABLEAU 6

Comparaison des déficits budgétaires fédéraux avec les augmentations des contributions aux provinces et certains versements aux institutions provinciales à compter du 1^{er} avril 1957

Année	Déficits budgétaires		Contributions aux provinces			
	Annuels	Cumulatifs	Annuelles	Augmentation sur l'année de base 1956-1957	Augmentation cumulative sur l'année de base 1956-1957	Augmentation cumulative des contributions aux provinces moins les déficits budgétaires cumulatifs
1956-1957.....			689.3			
1957-1958.....	38.6	38.6	837.1	147.8	147.8	109.2
1958-1959.....	609.3	647.9	1,037.9	348.6	496.4	-151.5
1959-1960.....	413.1	1,061.0	1,264.2	574.9	1,071.3	10.3
1960-1961.....	340.4	1,401.4	1,333.1	643.8	1,715.1	313.7
1961-1962.....	791	2,192.4	1,542.7	853.4	2,568.5	376.1

COMPTES DU GOUVERNEMENT, 1962-1963

L'hon. M. Fleming: Je dirai maintenant quelles sont nos perspectives budgétaires pour la nouvelle année financière. Le Budget principal des dépenses pour 1962-1963, qui a été déposé le 12 février, prévoit des dépenses autorisées de 6,276 millions. Depuis la publication du Budget principal, le gouvernement a annoncé un certain nombre d'autres programmes de dépenses importants. L'article de dépenses le plus considérable est l'augmentation de 110 millions au titre des prestations de la sécurité de la vieillesse, mais il s'agit, toutefois, de dépenses non budgétaires. Des dépenses budgétaires accrues, les plus importantes sont les hausses de 12 millions au titre d'allocations d'assistance aux vieillards, aux aveugles et aux invalides, d'environ 38 millions au titre de prestations et d'aide aux cultivateurs, et de 70 millions en vue d'étendre la loi sur la réduction des taux de transport de marchandises et de donner suite aux vœux formulés par la Commission royale d'enquête sur les transports. D'autres crédits supplémentaires devront englober en temps utile les déficits du National-Canadien et d'Air-Canada, qui excéderont vraisemblablement 50 millions, et prévoir aussi un nouveau programme de travaux d'hiver qui ne coûtera pas moins de 35 millions. Compte tenu d'autres frais que nous devons peut-être assumer, déduction faite d'annulations probables de crédits, nos dépenses budgétaires globales pour 1962-1963 s'établiront à environ 6,525 millions. Je suis heureux de signaler que c'est là 38 millions de moins que pour l'année qui vient de se terminer.

Les changements dans la configuration des dépenses, ces dernières années, ont été im-

portants et très constructifs. La hausse des dépenses facultatives, au cours des quatre dernières années, a été fermement limitée. Mais, d'autre part, un grand nombre d'importants programmes de dépenses, au titre du perfectionnement, ont accusé de très fortes augmentations. Par exemple, au cours de l'année prochaine, nous allons affecter 15 millions et demi aux travaux de recherches dans les universités, en comparaison de 3.9 millions il y a cinq ans, soit quatre fois plus. En outre des subventions s'élevant en tout à 8 millions, et versées à différents secteurs, serviront surtout à accorder une aide directe à l'industrie au titre des recherches et du perfectionnement, alors qu'il y a cinq ans, aucun montant n'était prévu à cette fin. Nous allons verser 105 millions au titre de l'aide à la formation technique et professionnelle, en comparaison de 5 millions seulement en 1957-1958. Les crédits affectés à la mise en valeur du Nord s'élèveront à 41 millions, soit plus du double des dépenses il y a cinq ans. L'expansion indispensable des programmes de sécurité aérienne et des aéroports coûtera 126 millions en 1962-1963, en comparaison de 68 millions en 1957-1958. En outre, les travaux de construction relatifs à notre nouveau programme de réforme pénitentiaire nécessiteront plus de 10 millions en 1962-1963, comparativement à moins d'un million en 1957-1958. Nous prévoyons un montant de 54 millions, par rapport à 28 millions en 1957-1958, pour les soins aux Indiens; 37 millions, par rapport à 16 millions, au titre des subventions aux universités; 51 millions, par rapport à 38 millions, au titre des subventions à l'hygiène et à la construction d'hôpitaux; 50 millions, par rapport à 35 millions,

pour le Plan de Colombo; 10 millions, au titre de l'aide à la construction de navires, alors qu'aucun montant n'était prévu à ce titre en 1957-1958; et 17 millions pour la mise en valeur et la protection de nos ressources forestières, contre 10 millions en 1957-1958. Finalement, un montant de 206 millions sera fourni en 1962-1963 afin de stimuler l'agriculture, ce qui comprend le coût budgétaire net des changements annoncés récemment à l'égard des produits laitiers, en comparaison de 129 millions en 1957-1958. Et mieux encore, au cours des cinq années qui se termineront le 31 mars prochain, le gouvernement fédéral aura payé aux provinces et allégé toutes les familles et les particuliers du Canada des dépenses onéreuses que leur occasionnent leurs frais médicaux et d'hospitalisation, jusqu'à concurrence de plus d'un milliard.

Les députés conviendront, j'en suis sûr, que d'avoir réussi, malgré ces dépenses aussi nécessaires qu'utiles, à maintenir nos dépenses facultatives globales à une augmentation annuelle moyenne d'environ 4 p. 100 est une réalisation tout à fait remarquable qui a été possible grâce à la surveillance et à l'examen rigoureux exercé par le Conseil du Trésor à l'égard de tous les articles de dépenses.

J'aimerais ajouter un mot au sujet du nombre d'employés dans les services de l'État. L'ensemble de tous les fonctionnaires, de tous les employés à service intermittent et de ceux qui, rémunérés aux taux régnants, y compris tous les employés des sociétés de la Couronne dont le personnel relève du Conseil du Trésor, au cours des quatre dernières années, représente un nombre d'employés qui a augmenté de moitié moins que durant la période comprise entre 1952 et 1956. Au 31 décembre 1956, il y avait 23,700 employés de plus qu'en 1952, soit une augmentation de $3\frac{1}{2}$ p. 100 par année. De 1957 à 1961, l'accroissement global a été de 11,600, c'est-à-dire seulement $1\frac{1}{2}$ p. 100 par année.

Si nous avons réussi à contenir le nombre des employés de l'État, nous avons aussi amélioré leurs conditions de travail. La nouvelle loi sur le service civil est entrée en vigueur le 1^{er} avril. Elle confère aux organismes de fonctionnaires le droit d'être consultés sur les questions de traitement et de travail. En outre, elle accorde aux fonctionnaires le droit au traitement, prévoit un droit d'appel à l'égard des mesures administratives et crée des rouages pour la présentation des griefs. Depuis 1957-1958, les traitements de toutes les catégories de fonctionnaires ont été majorés par deux fois de façon sensible, ce qui a permis de relever les traitements de 22 p. 100. Naturellement, les

[L'hon. M. Fleming.]

salaires des employés rémunérés aux taux régnants ont continué de suivre les conditions qui existent dans l'industrie privée à l'égard de métiers et d'occupations comparables. Sous l'empire du nouveau régime qui a été établi, les traitements de toutes les catégories d'employés seront examinés périodiquement. Grâce à ce régime, une troisième révision des traitements est en cours; nous en avons annoncé dernièrement les résultats concernant le premier groupe.

Au cours de la même période, on a apporté des modifications importantes à la loi sur la pension du service public afin que la pension soit calculée en fonction de la moyenne de traitement de six années au lieu de dix. En outre, on a institué un programme d'assurance-santé pour les fonctionnaires et les personnes à leur charge ainsi que pour les membres des forces armées permanentes et les membres de la Gendarmerie royale du Canada. A titre d'employeur, le gouvernement paie la moitié des primes relatives au programme.

C'est dire que le Parlement a bien raison d'être fier de ce que le présent gouvernement a réalisé, depuis qu'il a pris le pouvoir, afin d'accroître l'efficacité de la fonction publique, d'y réaliser des économies et d'améliorer les conditions de travail des employés de l'État.

Pour ce qui est des recettes, nous avons, comme d'habitude, étudié soigneusement les tendances de l'économie pour l'année à venir et les répercussions qu'elles peuvent avoir sur les recettes budgétaires. En me fondant sur le régime fiscal actuel et en tenant compte des perspectives économiques dont j'ai parlé, j'espère que nos recettes budgétaires pour 1962-1963 s'éleveront à 5,830 millions, soit 58 millions de plus qu'en 1961-1962. Cette estimation tient compte d'une diminution de 307 millions dans les recettes fiscales, qui est attribuable à la loi de 1961 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, aux termes de laquelle toutes les provinces prélèvent maintenant leur propre impôt sur le revenu. Le gouvernement fédéral percevra l'impôt sur le revenu des particuliers pour neuf provinces et l'impôt sur le revenu des sociétés pour huit provinces, mais les recettes provinciales ainsi perçues ne figureront pas dans nos comptes budgétaires. Toutes les provinces prélèvent maintenant ces impôts, à des taux qui ne sont pas inférieurs et qui, dans certains cas, sont supérieurs aux taux prévus dans notre échelle de réduction.

J'aimerais verser ici au compte rendu un tableau qui montre le chiffre réel de nos recettes pour 1960-1961, le chiffre estimatif de nos recettes pour 1961-1962 et le chiffre des recettes prévues pour 1962-1963. Le tableau 7, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Le ministre est-il autorisé?

Des voix: Entendu.

[Note de l'éditeur: Voici le tableau susmentionné.]

TABLEAU 7
RECETTES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1960-1961 Réelles	1961-1962 Estimatives	1962-1963 Prévues avant les modifications fiscales
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1,711	1,800	1,810
Impôt sur le revenu des sociétés.....	1,277	1,205	1,190
Impôt sur le revenu des non-résidents.....	88	115	120
Impôt sur les biens transmis par décès.....	85	85	90
Droits de douane.....	499	539	550
Taxe de vente.....	721	774	815
Autres droits et impôts.....	635	639	630
Total des impôts.....	5,016	5,157	5,205
Recettes non fiscales.....	602	615	625
Total des recettes.....	5,618	5,772	5,830

L'hon. M. Fleming: En prévoyant des recettes de 5,830 millions de dollars et des dépenses de 6,525 millions, il y aurait un déficit budgétaire de 695 millions, si je n'apportais des modifications à la structure actuelle de l'impôt. Je présenterai donc certaines modifications d'impôt d'ordre économique qui changeront le montant de ce déficit.

POLITIQUE FISCALE

Nous sommes à une époque d'expansion à la fois saine et marquée. C'est dire que notre politique fiscale ne doit ni freiner l'élan du progrès ni nous exposer au danger d'inflation.

Notre essor tient en grande partie aux efforts et aux aptitudes de nos citoyens—de nos cultivateurs, de nos travailleurs, de nos chefs d'entreprise. Les programmes du gouvernement, depuis quatre ans et demi, y sont aussi pour quelque chose, comme on le voit dans les dépenses d'ordre pratique qui ont été faites et les améliorations apportées à notre législation fiscale.

Les taux actuels de l'impôt sur le revenu sont plus favorables que ceux d'il y a cinq ans à six sur sept des contribuables. Sur la foi de la statistique la plus récente, je dirais que, sur un total de 5,100,000 contribuables, non moins de 4,400,000, ou 85 p. 100, paient moins d'impôt aujourd'hui qu'ils ne l'auraient fait aux taux en vigueur avant que le gouvernement actuel accède au pouvoir.

Et cela ne tient pas compte de l'abattement de 16 p. 100 de l'impôt sur le revenu personnel que prévoient, à compter du début de cette année, les ententes fiscales fédérales-provinciales. Les contribuables célibataires dont le revenu s'élève jusqu'à \$4,000 paient aujourd'hui moins d'impôt fédéral sur le revenu, y compris l'impôt pour la sécurité de la vieillesse, qu'ils n'en payaient sur le même revenu en 1957. Les contribuables mariés sans personnes à charge et dont le revenu s'élève jusqu'à \$5,000 paient aujourd'hui moins d'impôt fédéral sur le revenu, y compris l'impôt pour la sécurité de la vieillesse, qu'ils n'en payaient sur le même revenu en 1957. Les contribuables mariés ayant à leur charge deux enfants admissibles aux allocations familiales et dont le revenu annuel peut atteindre \$7,500 paient aujourd'hui moins d'impôt fédéral sur le revenu, y compris l'impôt pour la sécurité de la vieillesse, qu'ils n'en payaient sur le même revenu en 1957. C'est dire que notre politique fiscale a allégé le fardeau des impôts dans le cas des personnes à revenu modeste ou moyen.

Depuis 1957, bien des changements ont été apportés en vue de permettre, au titre des frais médicaux, des déductions plus générales sur le revenu. La définition des frais médicaux a été sensiblement élargie par l'addition des montants versés pour les ordonnances ainsi que pour divers appareils sanitaires et services médicaux. Auparavant, des

maximums étaient imposés sur les montants qu'on pouvait déduire en frais médicaux: \$1,500 pour un célibataire, \$2,000 pour un couple marié et \$500 pour chaque personne à charge. Depuis 1957, ces restrictions ont été abolies.

Depuis 1957, des dispositions qui prévoient la déduction des frais de scolarité sont venues en aide aux étudiants d'université et à leurs parents. Des modifications ont été mises en vigueur pour permettre à un étudiant qui fréquente à plein temps une université, s'il s'achemine vers un grade, de déduire ses frais de scolarité de son revenu imposable. En outre, son père ou sa mère peut soustraire les frais de scolarité du revenu de l'étudiant pour établir l'admissibilité de celui-ci comme personne à charge. Si le revenu de l'étudiant, après déduction de ces frais, est inférieur à \$950, le père ou la mère a maintenant droit à l'exemption de \$500.

Depuis 1957, une modification est venue encourager les sociétés à accroître leurs dons aux maisons d'enseignement ou à des œuvres de charité, en leur permettant de déduire jusqu'à 10 p. 100, au lieu de 5 p. 100, pour de tels dons.

Depuis 1957, nous avons présenté la nouvelle loi de l'impôt sur les biens transmis par décès. Elle comporte une forme simplifiée d'impôt et un moindre fardeau de droits, notamment sur les petites successions, résultat qui découle principalement de généreuses exemptions. Quand le défunt laisse une veuve, il y a une exemption de \$60,000, à laquelle vient s'en ajouter une autre de \$10,000 pour chaque enfant à charge.

Depuis 1957, nous avons présenté d'importantes mesures de secours pour atténuer ou éviter l'effet conjugué de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les pensions et les biens transmis par décès. Un particulier qui reçoit un revenu sous la forme d'une pension ou d'une indemnité, en vertu d'un plan de retraite enregistré ou d'un versement au décès fait par un employeur à la mort d'un employé, peut maintenant faire une déduction de ces paiements, aux fins de l'impôt sur le revenu, si l'actif représenté par ces paiements a été frappé par l'impôt sur les biens transmis par décès ou les droits de succession provinciaux.

Depuis 1957, est accordé un adoucissement en matière d'impôt sur les successions, quand la valeur d'une pension ou d'une rente faisant partie d'une succession est diminuée par suite du mariage ou du décès du bénéficiaire durant la période de quatre ans normalement permise pour la réévaluation.

Depuis 1957, on a rompu de façon importante avec la tradition en ce qui touche l'impôt sur les dons. Outre les exemptions alors existantes, une personne peut maintenant faire

[L'hon. M. Fleming.]

une fois au cours de sa vie un don non imposable d'au plus \$10,000 en transférant à sa femme la propriété de leur maison ou en transférant à son fils la propriété d'une ferme.

Depuis 1957, comme les députés s'en rendent parfaitement compte, la taxe spéciale d'accise sur les automobiles, qui s'élevait autrefois à 10 p. 100, a été supprimée. Dans la pratique, cela a soulagé les contribuables d'un fardeau d'environ 90 millions de dollars par année.

Depuis 1957, les municipalités ont reçu de l'aide sous forme d'exemption de la taxe de vente sur nombre de leurs achats importants. Ces achats comprennent les matériaux qui servent à l'aménagement de réseaux d'égout et de drainage, les ponceaux, les châssis de camions de pompiers, les tuyaux d'incendie, ainsi que l'aluminium de construction et les bois lamellés utilisés dans la construction des ponts, aussi bien que le combustible diesel servant à la génération d'électricité.

Depuis 1957, nous avons en outre accordé des exemptions de la taxe de vente à l'égard de certains matériaux utilisés dans l'industrie du bâtiment, certains équipements achetés par des institutions d'enseignement, certaines machines utilisées dans les fermes et certains articles indispensables aux invalides.

Depuis 1957, à deux reprises, nous avons élargi le premier palier du revenu imposable des sociétés où le taux d'imposition est faible. Un grand nombre de sociétés, petites et moyennes, en ont bénéficié. Ce palier du revenu a été porté de \$20,000 à \$25,000 en 1958, puis à \$35,000 en 1961. On estime que, par suite de ces dilatations des paliers inférieurs, environ 12,000 sociétés paient maintenant moins en impôt qu'elles n'ont versé en 1957 sur les revenus correspondants.

Depuis 1957, la surtaxe de 4 p. 100 sur les revenus de placement, s'appliquant aux revenus provenant de sources canadiennes, a été supprimée, afin d'encourager les placements et d'assurer une utilisation meilleure de l'épargne canadienne.

L'an dernier, on a prévu une allocation de renouvellement d'outillage et de modernisation, qui visait à aider l'industrie et à stimuler l'expansion. Elle se présente sous forme d'une augmentation de 50 p. 100, la première année, du taux de l'allocation d'immobilisation en ce qui concerne les nouveaux avoirs acquis en vue de leur utilisation au Canada durant la période allant du 21 juin 1961 au 31 mars 1963.

L'embauchage augmente rapidement et le chômage diminue, mais nous avons encore trop de chômage, étant donné nos objectifs nationaux. Les immobilisations augmentent notablement, mais il nous en faut davantage. Il importe, donc, de n'appliquer aucun frein fiscal en ce moment en refermant subitement l'écart entre revenus et dépenses.

D'autre part, au cours de l'année écoulée, voire ces dernières années, les prix ont fait preuve de beaucoup de stabilité. Il m'incombe comme ministre des Finances d'éviter l'inflation et ses conséquences dommageables et injustes, et, croyez-moi, monsieur l'Orateur, je ne négligerai pas ce devoir. Mais, actuellement, étant donné qu'une bonne capacité excédentaire se manifeste dans notre économie et que la concurrence se fait plus vivante sur les marchés nationaux que sur les marchés extérieurs, il y aurait apparemment peu de risque d'inflation. Il me semble donc que le déficit que je prévois en ce moment servira dans une certaine mesure de stimulant économique, sans compromettre au cours de la prochaine année le niveau des prix.

Encourager la croissance économique a été un des principaux objectifs du gouvernement et constitue l'objectif central du présent budget. Une des nouvelles mesures a été conçue expressément pour provoquer une nouvelle expansion de l'industrie et de l'emploi. Une autre vise à stimuler la recherche scientifique dans l'industrie. De par leur nature économique, ces mesures seront avantageuses pour l'industrie. Elles forment une importante addition aux modifications fiscales que je soumetts à la Chambre depuis quelques années. L'industrie privée se trouve ainsi, sous plusieurs chefs connexes, poussée à augmenter son efficacité, accroître l'embauchage, améliorer les chances de concurrence du Canada et à ne pas se laisser devancer par les méthodes techniques et scientifiques les plus avancées.

Je vous soumettrai aussi, monsieur l'Orateur, un nombre assez considérable de propositions fiscales. Dans une certaine mesure, elles sont de nature technique. Un certain nombre résultent de l'étude des lacunes de notre régime fiscal, entreprise en vue de surmonter les obstacles au progrès et de rendre davantage justice aux contribuables.

IMPÔT SUR LES BIENS TRANSMIS PAR DÉCÈS

Je n'ai pas reçu beaucoup d'instances me demandant d'apporter des modifications à l'impôt sur les biens transmis par décès, ce qui signifie que la loi de l'impôt sur les biens transmis par décès, présentée par notre gouvernement en 1958, continue de bien fonctionner. Comme d'habitude, cependant, l'expérience nous révèle qu'il faut y apporter quelques modifications en vue d'alléger le fardeau dans certains cas, de supprimer les échappatoires ou de préciser certains passages de la loi. Je suis heureux de dire que, sur les quelques modifications que je me propose d'apporter, la plupart sont destinées à soulager le contribuable. Je tiens à en commenter une qui est d'intérêt général.

La loi de l'impôt sur les biens transmis par décès renferme des dispositions prévoyant la perception de l'impôt. En ce qui concerne les biens immeubles situés au Canada, cette perception est assurée par une disposition qui impose une servitude au sujet de l'impôt payable par le bénéficiaire de la propriété. Cette disposition a suscité des difficultés quand il s'est agi de certifier si le titre d'une propriété particulière est libre de servitude, surtout dans les provinces où est en vigueur le régime Torrens des titres de terrains. Si les autorités provinciales n'autorisaient pas l'enregistrement du transfert de la propriété foncière avant d'être sûres que le ministre du Revenu national consente à ce transfert aux fins de l'impôt sur les biens transmis par décès, la disposition concernant la servitude deviendrait superflue. Je propose donc que la disposition relative à la servitude ne s'applique pas lorsqu'une entente à cet effet a été conclue entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Certaines autorités provinciales ont déjà agi de la manière prévue par un accord comme celui que je propose et j'espère qu'avec le temps, toutes les provinces consentiront à collaborer avec nous pour résoudre le problème de cette façon. Toutefois, je trouve qu'entre-temps la disposition actuelle concernant la servitude en question peut être restreinte de façon à entraîner beaucoup moins de difficultés dans la pratique. Je propose donc que la servitude ne s'appliquera que lorsque les dossiers relatifs aux biens-fonds ou le bureau d'enregistrement des terrains démontrent que la personne décédée avait des intérêts dans les biens-fonds.

MODIFICATION DES TAXES DE VENTE ET D'ACCISE

Les modifications que je propose à la taxe de vente ont pour objet d'étendre et d'éclaircir quelques exemptions actuelles et de tenir compte de l'évolution technologique. La liste des exemptions en faveur des municipalités du budget de 1958, a été étendue aux matériaux des canalisations d'égout et de drainage. Depuis lors, les municipalités se sont mises à exiger l'installation de ces services des entrepreneurs et lotisseurs. Par conséquent, je propose que cette exemption s'étende maintenant à tout le matériel d'égout et de drainage. L'exemption spécifique proposée pour plusieurs articles servant à l'industrie de la pêche précisera le statut non imposable de ces articles; seront également exemptés les produits entrant dans la fabrication de ces articles.

On prévoit que ces modifications de la taxe de vente diminueront les recettes de 2 millions de dollars par année.

Dans l'exposé budgétaire de l'année passée, j'ai dit que les sociétés qui n'ont pas leur siège social au Canada mais y exploitent

une activité, ainsi que les sociétés canadiennes contrôlées par l'étranger, avaient de plus en plus tendance, pour les risques courus au Canada, à souscrire leurs assurances-incendie et assurances-accident auprès d'agents ou courtiers établis à l'étranger. Nous avons alors proposé certaines modifications à la loi sur la taxe d'accise concernant les assurances souscrites auprès d'assureurs non autorisés à conclure des assurances au Canada, modifications qui ont été adoptées par la suite. J'ai également expliqué l'année passée que la coutume de conclure des assurances contre les risques courus au Canada par l'intermédiaire d'agents ou de courtiers qui résident en dehors du Canada était examinée et que nous prendrions éventuellement de nouvelles mesures pour mettre fin à cet état de choses indésirable.

D'après des études instituées récemment, cette façon de procéder est très répandue. Vu qu'elle représente une perte de taxes qui sans cela reviendraient au Canada, ainsi qu'une perte d'affaires, et le sacrifice d'emplois et de revenu des Canadiens, et vu que les lois d'autres pays exigent que les assurances couvrant les risques courus dans ces pays ne soient souscrites qu'auprès d'agents et de courtiers autorisés par ces pays, nous proposons de modifier la loi sur la taxe d'accise de façon à en étendre la taxe actuelle de 10 p. 100 aux primes versées par les résidents canadiens aux assureurs non autorisés. La modification proposée étendrait la taxe aux primes versées aux assureurs autorisés à conclure des assurances au Canada lorsqu'il s'agit de risques courus au Canada ou d'assurances souscrites ou renouvelées par l'entremise d'un agent ou courtier ou autre représentant de l'assureur à l'étranger, sous réserve de certaines exceptions. Comme il est prescrit actuellement pour les assurances souscrites auprès d'assureurs non autorisés, la nouvelle taxe ne s'appliquera pas à certaines catégories d'assurance comme l'assurance-vie, l'assurance personnelle et maladie, l'assurance maritime et, dans la mesure où cette assurance n'est pas offerte au Canada, l'assurance contre les risques nucléaires.

TARIF DOUANIER

Le soir de la présentation de l'exposé budgétaire, en juin dernier, j'ai déposé, au nom du premier ministre, un rapport rédigé par le professeur V. W. Bladen, sur les problèmes qui se posent à l'industrie canadienne de l'automobile. J'avais alors annoncé qu'en conformité des recommandations de M. Bladen, nous supprimions sur-le-champ la taxe spéciale d'accise de 7½ p. 100 sur les voitures automobiles.

Les autres recommandations du professeur Bladen comportaient une proposition de

grande portée prévoyant que l'exportation de certaines pièces ou de certains véhicules canadiens dans d'autres pays entraînerait pour nos fabricants l'entrée en franchise d'autres pièces ou d'autres véhicules. Ainsi, selon le rapport, l'industrie canadienne pourrait mieux s'intégrer avec l'industrie étrangère et l'économie canadienne pourrait profiter des économies qui découlent de la fabrication en grande série et de l'augmentation du rendement.

J'aimerais répéter une partie de ce que j'ai dit en juin dernier au sujet de cette proposition:

Le gouvernement souscrit entièrement à ces objectifs et il sait gré au professeur Bladen des propositions utiles et constructives que renferme son rapport. Néanmoins, ses recommandations concernant les droits de douane sont complexes et d'une grande portée, et exigeraient d'importants remaniements dans l'industrie. Il importe au plus haut point que les intéressés, tant le patronat que le salariat, aient l'occasion d'évaluer non seulement les objectifs, mais aussi l'opportunité et la possibilité des moyens de les réaliser.

Comme nous le leur avions demandé, un grand nombre d'intéressés nous ont fait part et nous font encore part de leurs observations sur les propositions du professeur Bladen au sujet du tarif. Nous avons reçu plusieurs commentaires utiles et constructifs qui ont mis en lumière de multiples problèmes d'ordre pratique qu'il est nécessaire d'approfondir. Pour cette raison et parce que la mise en vigueur des autres recommandations nous obligerait à modifier profondément nos engagements internationaux à l'égard des automobiles et des pièces d'automobile, le présent budget ne propose aucune autre mesure visant à donner suite au rapport Bladen. En fait, je ne propose aucune modification du tarif des douanes concernant l'automobile, en attendant que nous ayons fini de revoir l'ensemble du problème.

Les résolutions que je déposerai à la fin de mon exposé comprendront, toutefois, certaines modifications de droits d'entrée. Ce seront toutes des diminutions; dans certains cas, le droit sera aboli; dans d'autres, il s'agira de prolonger la disposition prévoyant l'entrée en franchise qui, autrement, expirerait cette année.

Je propose l'abolition des droits actuels sur certaines préparations du domaine médical et sur certains articles importés par des institutions ou sociétés religieuses ou éducatives. Je propose également que soit prorogée après le 1^{er} juillet 1962 l'entrée en franchise accordée à plusieurs articles. Les plus importants de ces postes se rapportent aux avions et moteurs d'avion de types ou grandeurs non fabriqués au Canada. D'autres ont trait à l'uranium et à l'eau lourde, aux chaussures conductrices utilisées dans les hôpitaux et au borate de sodium devant servir de retardateur

d'incendies quand il est employé pour combattre les feux de forêt.

Avant de laisser le sujet des tarifs, j'aimerais parler brièvement des rapports soumis par la Commission du tarif l'an dernier et des deux nouvelles références qu'on envisage de lui soumettre. En 1961, la Commission du tarif a terminé son travail sur la référence 125 se rapportant aux textiles et elle a soumis les trois derniers rapports à ce sujet. Ceux-ci avaient trait aux tissus enduits ou imprégnés, aux textiles divers, et aux chapeaux et aux casquettes. Les modifications tarifaires proposées par la Commission dans ces rapports toucheraient des numéros tarifaires qui sont consolidés en vertu du GATT. Nous négocions présentement le rajustement de nos engagements internationaux, afin d'appliquer ces recommandations, en y apportant certaines modifications mineures jugées opportunes à la lumière des observations que nous avons reçues à la suite des audiences. Si ces pourparlers se concluent avant l'adoption des résolutions présentées ce soir, nous songerons à présenter des résolutions supplémentaires destinées à appliquer les conclusions des négociations.

Des deux renvois à la Commission du tarif auxquels nous songeons, l'un porte sur le fil métallique et les clôtures de fil métallique; l'autre a trait à l'équipement et aux appareils dont se sert l'industrie canadienne de l'imprimerie, y compris les presses d'impression, les machines à graver, les machines à relier, et les planches d'imprimerie de toutes sortes. Si les intéressés désirent exprimer leurs vues quant à la portée de l'un ou l'autre de ces renvois, nous les y invitons.

MODIFICATIONS À L'IMPÔT SUR LE REVENU

J'en arrive maintenant aux modifications à la loi de l'impôt sur le revenu.

Impôt sur le revenu des particuliers

Ma première proposition intéresse l'impôt sur le revenu des particuliers. Les députés se rappellent sans doute que les premières mesures d'ordre fiscal que j'ai eu l'honneur de présenter à la Chambre, en décembre 1957, comportaient, entre autres choses, une augmentation du montant admis en déduction pour les personnes à charge. J'ai alors annoncé que la déduction accordée pour les enfants admissibles aux allocations familiales et pour les autres personnes à charge serait augmentée de \$100. Je propose maintenant de porter à \$300 la déduction accordée pour chaque enfant admissible aux allocations familiales. C'est le double de la déduction qui était en vigueur avant 1957, soit \$150. Pour les autres personnes à la charge du contribuable, la nouvelle déduction sera de \$550, au regard des \$400 accordés avant 1957.

Cette nouvelle augmentation des déductions libérera complètement de l'impôt sur le revenu à peu près 80,000 contribuables et fera bénéficier d'une modeste diminution d'impôt tous les autres contribuables qui ont des personnes à charge. Les contribuables qui assurent le soutien d'enfants de plus de 16 ans inscrits à l'école ou à l'université pourront déduire \$550 pour chacun de ces enfants, et, ainsi que je l'ai déjà expliqué, la modification apportée l'an dernier permet de déduire les frais de scolarité quand on détermine si un enfant peut être considéré comme une personne à charge. Ce dégrèvement réduira les recettes budgétaires de 26 millions de dollars pendant la présente année financière, et de 35 millions l'an prochain. En outre, le produit de l'impôt de sécurité de la vieillesse sera diminué de quatre millions de dollars pendant la présente année financière, et de cinq millions l'an prochain.

Programme pour stimuler la production

Ainsi que je l'ai déjà déclaré, la croissance économique est l'un des objectifs constants de la ligne de conduite du gouvernement. Je présente donc, dans le cadre du présent budget, un programme d'adoucissements fiscaux destiné à stimuler la production et l'emploi. Ce programme encouragera l'industrie privée dans sa recherche de débouchés nouveaux et croissants. On fera bénéficier les sociétés d'une réduction fiscale sur les recettes résultant de l'augmentation des ventes. Comme l'augmentation des ventes suppose l'accroissement de la production et de l'emploi, ce nouveau stimulant apportera à toute la population des avantages considérables, en plus de ceux qu'en retireront directement les entreprises qui réussiront à accroître leurs ventes.

Ce dégrèvement, qui sera à la portée des sociétés s'occupant de fabrication ou de transformation, consistera dans la suppression de 50 p. 100 de l'impôt sur la première tranche de \$50,000 du revenu imposable provenant des ventes accrues et la suppression de 25 p. 100 de l'impôt sur tout revenu additionnel résultant de l'augmentation des ventes. Pendant la première année de la mise en vigueur du programme, le montant de revenu imposable pouvant être attribué à l'accroissement des ventes sera calculé en fonction du chiffre, s'il en est, par lequel les ventes brutes de l'année d'imposition courante dépassent celles de l'année précédente. La proportion de cet excédent par rapport aux ventes de l'année courante sera appliquée au revenu imposable pour déterminer le montant du revenu imposable à attribuer à l'accroissement des ventes.

Pendant la deuxième année, l'augmentation des ventes de l'année en cours sera déterminée en fonction de la moyenne des ventes des deux années précédentes.

Pendant la troisième année de la mise en exécution du programme et pendant les années suivantes, l'augmentation des ventes sera déterminée en fonction de la moyenne des ventes des trois années précédentes.

Ainsi, le chiffre de base étant graduellement étendu à la moyenne des ventes brutes des trois années précédentes, la nouvelle mesure deviendra, avec le temps, de plus en plus efficace et d'un fonctionnement de plus en plus stable.

Bien entendu, le produit de la vente des capitaux fixes d'une société ne pourra être incorporée au chiffre des ventes brutes, aux fins de la concession fiscale.

L'annulation de la moitié de l'impôt sur un montant aussi élevé que \$50,000 du revenu imposable provenant de l'accroissement des ventes est assez généreux pour permettre à la grande majorité des sociétés admissibles de bénéficier pleinement de l'annulation de 50 p. 100 de l'impôt sur toute recette résultant de ventes accrues. Ainsi, la société qui accroît ses ventes de 10 p. 100, portant ainsi à plus d'un million de dollars l'ensemble de son revenu imposable, ne versera de l'impôt qu'à l'égard de la moitié de son revenu imposable provenant de l'accroissement de ses ventes.

Les petites sociétés dont le revenu imposable se situe, en totalité ou en majeure partie, au premier palier de \$35,000, et qui sont donc assujéties au taux moins élevé de l'impôt sur le revenu des sociétés, pourront réclamer la réduction de 50 p. 100 sur l'ensemble de leur revenu imposable qui est dû à l'augmentation des ventes, tant pour les montants ordinairement imposés à 12 p. 100 que pour tout montant ordinairement imposé à 41 p. 100.

Le gouvernement veut favoriser, par tous les moyens, l'essor de notre industrie de fabrication et de transformation. En outre, dans la conjoncture économique actuelle, ce sont les industries de fabrication et de transformation qui offrent les meilleures possibilités d'augmentation de l'emploi. C'est pourquoi les avantages du nouveau programme seront offerts à ces importants secteurs industriels où, jouant le plus, ils seront le plus utiles.

En termes plus précis, ce sont les sociétés dont la principale activité consiste à fabriquer ou à transformer des biens de consommation qui bénéficieront de cet avantage. En seront privées les sociétés qui se consacrent surtout à la constructions de navires, tandis que celles qui exploitent des gisements de pétrole, de gaz naturel ou autres bénéficieront d'un certain pourcentage d'exemption pour épuiement. Une société dont la principale activité concerne la transformation de matières premières pourra se prévaloir du nouveau plan, qu'il s'agisse d'une entreprise qui

broie ou concentre des minerais, qui raffine du pétrole ou qui congèle ou met en conserve des denrées alimentaires.

Le nouveau plan ne s'adresse pas aux entreprises non constituées en corporation, dont les revenus sont assujétis à l'impôt selon les taux graduels de l'impôt sur le revenu des particuliers. De toute manière, la grande majorité des entreprises non constituées en corporation s'adonnent à d'autres opérations que la fabrication et la transformation de denrées destinées à la vente. Quant aux autres, on en est venu à la conclusion, après une étude approfondie de la question, qu'il serait inéquitable et beaucoup trop complexe de leur accorder un avantage comparable à celui des sociétés constituées en corporation.

Les nouvelles sociétés pourront réclamer l'exemption prévue, à condition de pouvoir fonder leur réclamation sur au moins une année de vente antérieure à la présente année d'imposition.

Le bill dont la Chambre sera saisie comportera certaines règles spéciales visant les cas de remaniement important de sociétés, soit les fusions d'entreprises, les achats d'éléments d'actif, les transferts de contrats de vente, et ainsi de suite. Il s'agira, chaque fois, d'établir, autant que possible, un chiffre des ventes brutes de l'année précédente qui puisse se comparer à celui des ventes brutes de l'année en cours.

Le plan, qui a pour objet de stimuler la production et l'emploi, s'appliquera à partir du début de ce mois-ci. Les contribuables pourront s'en prévaloir à l'égard de leur année d'imposition en cours, dont une partie est, dans la plupart des cas, déjà expirée. Pour la première année d'imposition, le contribuable devra calculer le plein montant d'exemption selon la formule, puis déduire de ce montant la fraction de son année d'imposition qui avait pris fin le 1^{er} avril.

En bref, ce plan, destiné à augmenter et la production et l'emploi, va permettre à la grande majorité des entreprises de transformation et de fabrication qui augmenteront leurs ventes de retenir la moitié du montant d'impôt qu'elles seraient tenues de verser, autrement, à l'égard de leurs recettes additionnelles. Il est très difficile de prévoir quelle sera la répercussion de ce plan sur les recettes fiscales, car on ne peut déterminer à l'avance quelle sera l'augmentation exacte des ventes. On incline à croire que le montant d'impôt que le nouveau plan va se trouver à supprimer pour une année entière sera d'au moins 50 millions de dollars, mais il pourrait être beaucoup plus élevé. L'impôt ainsi sacrifié sera compensé dans une certaine mesure par diverses recettes fiscales, y compris les recettes accrues qui découleront de l'impôt

sur d'autres revenus. Même si l'on s'attend que le plan aura l'effet d'un stimulant dès le début, la diminution des recettes d'impôt sur le revenu des sociétés, au cours de la présente année financière, ne sera pas considérable, parce que, lorsque les bénéfices augmentent, la plupart des entreprises fondent les versements provisoires d'impôt estimatif qu'elles font tous les mois sur leur revenu réel de l'année précédente.

Double amortissement

Dans mon exposé financier supplémentaire du 20 décembre 1960, j'ai présenté un programme de double amortissement applicable aux immobilisations consacrées à l'acquisition de biens destinés à permettre la fabrication de produits nouveaux au Canada ou nouveaux dans les secteurs désignés comme ayant un excédent de main-d'œuvre. Ce programme avait pour objet d'encourager la production au pays de marchandises qui ne s'y fabriquaient pas encore et de stimuler l'expansion industrielle des secteurs à main-d'œuvre excédentaire. Dans mon exposé budgétaire de juin, j'ai signalé à la Chambre que les industries canadiennes s'intéressaient de plus en plus à ce programme. Jusqu'ici, l'actif certifié aux termes du programme a atteint un montant global de 112 millions de dollars et l'on reçoit encore, de façon continue, des demandes dont nous nous occupons. Ce programme a d'abord été mis en vigueur pour une période de deux ans, soit jusqu'au 1^{er} janvier 1963. Toutefois, les fabricants qui se proposent de faire d'autres placements exigeant peut-être une période plus longue ont déjà commencé à demander que la période soit prolongée. Je suis donc heureux d'annoncer que ce programme de double amortissement sera prolongé d'une autre année civile, soit jusqu'au 1^{er} janvier 1964.

La prolongation de ce programme ne touchera pas sensiblement les recettes de 1962-1963, mais elle prolongera sans doute les répercussions du programme en ce qui concerne les recettes, qui devaient être d'environ 25 millions de dollars par année, pendant douze autres mois.

Recherche scientifique dans l'industrie

Le gouvernement accorde une haute priorité à la recherche scientifique dans tous les domaines au Canada, en l'encourageant et en lui venant en aide. Il y a eu une expansion importante et soutenue dans les secteurs où le gouvernement fédéral appuie directement la recherche par l'intermédiaire de l'*Atomic Energy of Canada*, le Conseil de recherches pour la défense, le Conseil national de recherches et divers autres organismes. Pour que le Canada garde toujours la

place qui lui revient dans le monde, il lui faut progresser dans le domaine de la recherche industrielle et dans la mise au point de nouvelles méthodes et de nouveaux produits.

Dans l'exposé budgétaire de 1961, j'ai exprimé l'avis que les industries canadiennes, les filiales de sociétés étrangères en particulier, étaient trop tributaires de recherches pratiquées à l'étranger. Afin de stimuler la recherche industrielle dans notre pays, j'avais alors annoncé d'importantes modifications fiscales, prévoyant l'accélération de l'amortissement des dépenses faites au titre de la recherche. Ces modifications semblent avoir donné lieu à des résultats très positifs depuis le peu de temps qu'elles sont en vigueur.

Comme l'annonçait le discours du trône, le gouvernement a mis en œuvre cette année un programme d'aide financière directe à la recherche industrielle. Dans le cadre de ce programme, dont l'exécution est confiée au Conseil national de recherches, une aide financière sera accordée à parts égales, selon les besoins, pour la recherche appliquée et des études de mise au point, le gouvernement participant jusqu'à 50 p. 100 des frais en certains cas. Nous avons confiance que ce programme contribuera beaucoup à amorcer de nouvelles recherches et mises au point dans l'industrie, et à intensifier celles qui sont déjà en cours.

De nos jours, la science et l'industrie ont plus que jamais l'occasion de collaborer. Il faut que l'industrie elle-même comprenne l'importance capitale d'accroître ses recherches, si elle veut progresser. Ce que je propose maintenant constitue un puissant encouragement à celles de nos sociétés qui veulent accroître leurs recherches industrielles au pays.

A compter de 1962, lors du calcul de leur revenu imposable, ces contribuables seront autorisés à déduire 150 p. 100 de l'augmentation de leurs dépenses afférentes à des recherches scientifiques visant des fins industrielles. Cette déduction s'appliquera chaque année aux dépenses courantes de même qu'aux dépenses faites en recherches, dans la mesure où elles dépassent les dépenses analogues effectuées par le contribuable dans sa plus récente année d'imposition terminée avant ce soir. Cette manière d'appliquer une période de base fixe permettra aux contribuables d'acquérir des bénéfices fiscaux importants s'ils intensifient leurs recherches. Comme il sera nécessaire de revoir la formule après quelques années, nous proposons que le programme soit en vigueur pour une première période de cinq ans. Les contribuables auront ainsi le temps d'entreprendre de vastes travaux de recherches.

Par suite de cette modification qui permettra aux contribuables de déduire 50 p. 100 de plus que le montant effectivement dépensé, il faudra reviser minutieusement les travaux qui peuvent entrer dans le cadre des recherches scientifiques.

Une définition de ce qui constituera des recherches admissibles devra, bien entendu, écarter les programmes pour lesquels les contribuables reçoivent des subventions de gouvernements, de même que les dépenses faites en vue de stimuler les ventes, notamment les sondages des marchés et les sondages visant à déterminer la popularité des produits auprès des consommateurs. On prévoit que seront autorisés les versements aux universités, ainsi qu'aux institutions et associations approuvées au Canada, et destinées aux recherches. En appliquant cet abattement d'impôt, mon collègue, le ministre du Revenu national, recevra l'aide du Conseil national de recherches.

Je tiens à ajouter que cette nouvelle mesure ne doit pas constituer un précédent en vue d'encourager les contribuables à chercher à déduire plus qu'ils ne dépensent actuellement dans d'autres domaines.

Encore ici, la répercussion qu'aura sur les recettes l'encouragement proposé est très difficile à prévoir, car elle dépendra de la mesure dans laquelle les contribuables en tireront des avantages possibles. Cependant, on prévoit que les frais imputés sur les recettes augmenteront au cours des prochaines années, étant donné qu'on exécutera de nouveaux programmes de recherches. Les recettes auxquelles l'État renonce ainsi s'élèveront facilement à 20 millions de dollars en année pleine, après que le programme aura fonctionné pendant un an ou deux. La perte de recettes, au cours de l'année financière 1962-1963, sera, selon toute attente, d'environ 8 millions de dollars.

L'industrie du pétrole et du gaz

Le gouvernement a examiné à fond la situation de l'industrie pétrolière. Les représentants de cette industrie, et d'autres encore, lui ont fait de nombreuses propositions qu'il a étudiées. Les mesures que j'inclus dans le présent budget ont été choisies parce qu'elles donnent suite aux requêtes émanant de l'industrie pétrolière, et surtout des entreprises désignées comme indépendantes, lesquelles avaient signalé que ce qu'elles coûteraient au Trésor en revenu fiscal serait justifié et qu'elles contribueraient de façon constructive aux objectifs nationaux qu'on se propose d'atteindre.

Au cours de l'année écoulée, les industries du pétrole et du gaz naturel ont fait des progrès constants et de plus en plus accentués. Ces industries sont en bien meilleur état

qu'avant l'accession au pouvoir du gouvernement actuel. L'amélioration qui s'est produite est, en assez grande partie, due à la ligne de conduite qu'a suivie le gouvernement et surtout au programme national du pétrole. L'industrie du gaz naturel consolide ses positions à l'égard des divers débouchés canadiens auxquels elle a accès et, à la suite de la politique d'exportation que suit le gouvernement, elle s'est introduite dans certains très grands marchés des États-Unis. La façon dont l'industrie pétrolière a réagi aux nouveaux programmes est louable, surtout étant donné que certaines des réadaptations prévues sont, du moins à brève échéance, assez coûteuses pour les entreprises intéressées.

Les représentants de l'industrie pétrolière ont exprimé énergiquement la volonté, qui est aussi celle du gouvernement, d'assurer à des personnes qui s'occupent normalement d'autres domaines industriels, et aux Canadiens qui effectuent des placements, une participation plus considérable et plus étendue dans l'industrie pétrolière. Ils ont cherché à obtenir des concessions fiscales à cette fin.

Même si la capacité de notre industrie pétrolière est encore excédentaire, les perspectives à longue échéance de l'exploitation du pétrole et du gaz sont excellentes. Il se manifeste, de plus en plus, une certaine inquiétude, que partage d'ailleurs le gouvernement, au sujet du rythme de l'exploration en vue de découvrir des hydrocarbures, qui serait insuffisant pour maintenir les réserves de pétrole au niveau correspondant à la demande escomptée.

Après avoir attentivement examiné toutes les circonstances, je saisis la Chambre des trois nouvelles propositions suivantes:

1. D'accorder aux particuliers le droit de déduire du revenu découlant de la production du pétrole et du gaz les frais encourus pendant l'étape qui précède celle de la production du pétrole proprement dite.

2. D'accorder à toutes les sociétés, y compris celles qui ne s'occupent pas d'habitude de l'extraction pétrolière ou minière, le droit de déduire du revenu tiré de la production du pétrole et du gaz, tous frais précédant la production du pétrole; et

3. De considérer comme pouvant être déduites, en vertu de l'article 83A de la loi de l'impôt sur le revenu, toutes dépenses découlant de l'acquisition, après le 10 avril, des droits d'exploration ou de forage en vue de découvrir du pétrole ou du gaz ou d'extraire ces produits, ainsi que toutes autres dépenses de forage et d'exploration, et que le produit de la vente de ces droits soit inclus dans le revenu pour tous les contribuables, y compris les particuliers.

Quand ces modifications auront été mises en application, les sociétés pétrolières pourront, en calculant leur revenu et sans être tenues d'observer un délai précis, déduire toutes les dépenses qu'elles auront encourues avant de commencer à produire, y compris les frais d'acquisition de droits, les frais d'exploration et le coût des forages. En outre, elles bénéficieront de l'allocation d'épuisement, calculée à 33½ p. 100 du revenu. En ce qui concerne le revenu tiré des industries du pétrole et du gaz, les particuliers et les sociétés qui ne font pas partie de ces industries, jouiront dorénavant des avantages fiscaux spécialement prévus pour ces deux produits.

Comme les autres mesures d'encouragement, ces modifications influenceront sur le revenu dans la mesure où les contribuables y auront recours. Pour une année entière, la perte de revenus pourra s'élever à 15 millions de dollars. En 1962-1963, elle sera d'environ 7 millions.

Le minerai de fer

En 1960, quand nous avons imposé la taxe supplémentaire de 15 p. 100 sur le revenu que gagnent au Canada les succursales de sociétés étrangères, nous avons décidé d'exempter certaines catégories de sociétés de cet impôt. Nous tenions ainsi compte du fait que certaines sociétés n'ont parfois vraiment pas d'autre choix, lorsqu'elles fonctionnent à l'étranger, que de recourir au régime des succursales. Je propose maintenant que les sociétés étrangères, dont la principale activité a trait à l'extraction du minerai de fer, soient ajoutées au groupe d'entreprises exemptées de cet impôt spécial. On a constaté, en effet, que les entreprises qui ont besoin de très gros capitaux comportent d'ordinaire la participation d'intérêts canadiens et d'usagers étrangers de minerai de fer. Pareille entreprise ne se prête pas facilement à l'institution d'une filiale au Canada, et il faudrait donc, logiquement, la comprendre parmi les sociétés exemptes de l'impôt prévu.

Impôt sur l'abattage du bois

A la conférence fédérale-provinciale des 23 et 24 février 1961, le premier ministre a parlé de l'imposition plus lourde qui frappait les sociétés s'adonnant à l'exploitation des industries forestières par suite de ce que les accords fiscaux successifs conclus par le Canada et les provinces depuis 1947 ont permis aux provinces de frapper d'un impôt les profits provenant de l'abattage du bois, impôt qui peut être déduit en tant que dépense, lors du calcul de l'impôt fédéral sur le revenu.

Le premier ministre a déclaré que

Durant la période visée par les accords en cours, les sociétés s'adonnant à l'exploitation des industries forestières en Colombie-Britannique et dans

l'Ontario ont porté un fardeau d'imposition énormément plus lourd que d'autres industries. Cet état de choses provient de l'effet conjugué de l'impôt fédéral sur le revenu et de l'impôt provincial sur l'abattage du bois... Il est proposé que... le gouvernement fédéral et les provinces en question concluent un accord aux termes duquel les deux parties feront une concession en vue de résoudre ce problème.

Le premier ministre a fait une déclaration plus précise à l'égard de cette question dans sa lettre du 16 juin 1961 adressée aux premiers ministre des provinces, dans laquelle il faisait la proposition généreuse que voici:

Sous réserve de la conclusion d'un accord sur cette question de la définition du revenu provenant de l'abattage du bois, le gouvernement fédéral est prêt à offrir, dans le dessein de soulager le fardeau fiscal qui pèse sur l'industrie forestière, un dégrèvement fiscal égal aux deux tiers de l'impôt sur l'abattage du bois jusqu'à concurrence d'un taux maximum de 10 p. 100, pourvu que la province accorde un crédit fiscal égal au tiers restant de cet impôt sur l'abattage du bois.

Dans le dessein de conclure un accord sur cette question afin que tout nouvel arrangement puisse s'appliquer à l'année d'imposition 1962, j'ai écrit, le 4 janvier, au Trésorier de l'Ontario, au ministre des Finances de la Colombie-Britannique qui est également premier ministre de celle-ci, ainsi qu'aux présidents de l'Association des industries forestières de l'Ontario, au Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique, et à la *Canadian Lumbermen's Association*, leur proposant d'entamer sous peu à Ottawa des pourparlers d'ordre technique. Cependant, par suite de l'attitude adoptée par la Colombie-Britannique, il a été impossible de fixer pour la réunion projetée une date qui soit satisfaisante à toutes les parties intéressées.

Bien qu'il ait été impossible de tenir les discussions proposées et d'arriver à un accord entier sur les concessions à consentir par les deux niveaux de gouvernement, je propose d'éliminer toute distinction dans l'imposition du revenu tiré de l'exploitation forestière en ce qui concerne le gouvernement fédéral. Dans le but d'atteindre cet objectif, je recommande au Parlement que la loi de l'impôt sur le revenu soit modifiée de façon à accorder un dégrèvement égal aux deux tiers de l'impôt provincial sur le revenu des exploitations forestières jusqu'à concurrence du taux maximum de 10 p. 100, en se fondant sur la définition actuelle du revenu tiré de l'exploitation forestière, soit la définition contenue dans les accords sur la location des domaines fiscaux de 1957. Cette initiative permettra de supprimer dans une large mesure la distinction actuelle dans l'imposition des sociétés d'exploitation forestière, sans compter toute mesure que les provinces pourraient adopter. En outre, si, comme il est à espérer, les provinces qui prélèvent un impôt sur l'exploitation forestière ajoutent à notre dégrèvement

d'impôt un dégrèvement provincial équivalent à un tiers de l'impôt en question, cette distinction injuste disparaîtra complètement. Si le gouvernement fédéral se propose de supporter les deux tiers du dégrèvement total, c'est que l'impôt sur le revenu touché par le gouvernement fédéral est environ le double de l'impôt provincial sur le revenu, joint à l'impôt sur l'exploitation forestière, dans les provinces qui prélèvent actuellement un impôt sur le revenu tiré de l'exploitation forestière. Cette proposition est une concession unique en ce que la loi de l'impôt sur le revenu ne permet aucun dégrèvement fiscal à l'égard d'aucun autre impôt provincial.

On estime que cette concession peut réduire le revenu de 3 millions de dollars en une année pleine et de 1½ million en 1962-1963.

Subventions aux universités

A partir de l'année 1962-1963, le gouvernement fédéral augmentera du tiers ses subventions aux universités, c'est-à-dire de \$1.50 à \$2 pour chaque habitant de la province. Avant 1960, ces subventions étaient versées à la Conférence nationale des universités canadiennes (à laquelle a succédé plus tard la Fondation des universités canadiennes) qui devait les répartir entre les universités de chaque province selon le nombre des étudiants inscrits. Toutefois en 1960, le présent gouvernement a présenté une mesure législative prévoyant une méthode différente pour les provinces désireuses d'administrer leurs propres subventions. Cette initiative a été prise pour résoudre la difficulté de vieille date que présentaient les subventions destinées aux universités de la province de Québec. En vertu de l'article 9A de la loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, il est prévu qu'une province peut être désignée, si elle n'a pas conclu avec le Canada, d'accord sur la location des domaines fiscaux, aux termes duquel elle convient de s'abstenir de percevoir les impôts sur le revenu des sociétés, et si des mesures satisfaisantes ont été prises par cette province en vue du versement aux universités de subventions d'au moins \$1.50 par tête, en plus des subventions aux universités prévues dans son budget ordinaire de dépenses. Dans une province ainsi désignée, un dégrèvement additionnel de 1 p. 100 du taux de l'impôt sur le revenu des sociétés était prévu en vertu de l'article 40 de la loi de l'impôt sur le revenu à l'égard des années fiscales 1960 et 1961.

Afin d'assurer un traitement équitable à toutes les provinces, l'article 9A prévoyait

[L'hon. M. Fleming.]

aussi que, lorsque la valeur du dégrèvement additionnel de 1 p. 100 du taux de l'impôt sur le revenu des sociétés dans une province désignée était inférieure à \$1.50 par tête, un autre versement serait effectué à la province pour le porter à ce niveau et, lorsqu'il excédait \$1.50 par tête, l'excédent serait recouvré de la province. Le gouvernement de la province de Québec a assuré au premier ministre qu'il désire maintenir les ententes de rechange relativement au versement des subventions aux universités. En conséquence, nous continuerons à pourvoir à cette réduction additionnelle de 1 p. 100 du taux de l'impôt sur le revenu des sociétés dans une province désignée.

En outre, il faut pourvoir à l'accroissement du niveau des subventions aux universités, qui sera porté de \$1.50 à \$2 par tête. On y pourvoira en apportant à la loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces, relativement au partage d'impôts, des modifications que nous allons présenter subséquemment.

SOMMAIRE

Je puis maintenant résumer le coût budgétaire net de toutes les modifications fiscales proposées. C'est dans le domaine des impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés que les recettes diminueront le plus. Les réductions accordées à chacun représentent une somme d'environ 30 millions de dollars pour la présente année financière, et de 40 millions à peu près en année pleine. Sur ces montants, 4 millions de dollars pour la présente année financière et 5 millions en année pleine s'inscrivent au titre des réductions des cotisations à la caisse de la sécurité de la vieillesse, le reste représentant des réductions des recettes budgétaires. Les stimulants accordés aux entreprises commerciales cotéteront environ 22 millions de dollars en 1962-1963, et 88 millions en une année pleine. Les réductions des taxes de vente se chiffrent par environ 2 millions de dollars. Tous les avantages découlant de ces modifications fiscales s'éleveront à environ 54 millions de dollars au cours de la présente année financière, et à 130 millions en année pleine.

J'aimerais consigner au compte rendu le tableau révisé des recettes de l'année financière se terminant le 31 mars 1963.

M. l'Orateur: Le ministre est-il autorisé?

Des voix: Entendu.

[Note de l'éditeur: Voici le tableau sus-mentionné:]

Tableau 8

RECETTES BUDGÉTAIRES ESTIMATIVES,
1962-1963

(en millions de dollars)

Impôt sur le revenu des particuliers	\$1,784
Impôt sur le revenu des sociétés	1,168
Impôt sur le revenu des non-résidents	120
Impôt sur les biens transmis par décès	90
Droits de douane	550
Taxe de vente	813
Autres droits et impôts	630
Total	5,155
Recettes non fiscales	625
Total des recettes	5,780

L'hon. M. Fleming: Les recettes budgétaires totales en 1962-1963 baisseront à environ 5,780 millions de dollars, et comme on s'attend que les dépenses atteignent 6,525 millions de dollars, on estime que notre déficit budgétaire s'établira à environ 745 millions de dollars. Toute prévision embrassant une année complète est évidemment sujette à un certain degré d'inexactitude, et une variation d'aussi peu que 1 p. 100, soit dans les recettes soit dans les dépenses, peut signifier une différence de 60 millions de dollars.

Nos besoins non budgétaires en espèces au cours de la présente année, si l'on exclut, comme on l'a toujours fait dans le passé, toute augmentation ou diminution au compte du Fonds des changes, atteindront vraisemblablement 295 millions de dollars environ. Nos recettes non budgétaires en espèces atteindront environ 280 millions de dollars, et nos prêts, placements et avances nets atteindront environ 575 millions de dollars. Les principaux postes de nos décaissements non budgétaires sont les suivants: 230 millions destinés à la Société centrale d'hypothèques et de logement; 80 millions destinés au financement des crédits à l'exportation; 68 millions destinés à défrayer les avances à la Caisse de sécurité de la vieillesse; et 60 millions destinés à la Société du crédit agricole. Les prêts au National-Canadien, y compris les besoins en capitaux d'Air-Canada, ne s'élèveront qu'à 20 millions de dollars.

Du point de vue statistique, nos besoins nets en espèces, en 1962-1963, y compris les comptes tant budgétaires que non budgétaires, représenteront environ 1,040 millions de dollars;

mais, comme je l'ai dit au début de mon discours ce soir, bien que nos besoins nets en espèces, en 1961-1962, aient représenté 479 millions de dollars, l'augmentation nette au titre des émissions d'obligations non payées, au cours de l'année, a atteint 857 millions de dollars. Par conséquent, notre solde en espèces à la fin de l'année financière était d'environ 400 millions de plus qu'au 31 mars 1961, pour atteindre 762 millions de dollars. Sous réserve de tous changements imprévisibles dans notre Fonds des changes, l'affectation des soldes excédentaires en espèces, maintenant détenus, réduira nos besoins d'emprunt en 1962-1963 à un niveau inférieur à ceux de 1961-1962.

(Texte)

CONCLUSION

Monsieur l'Orateur, c'est avec une agréable satisfaction que nous constatons au Canada aujourd'hui les preuves irréfutables d'une prospérité croissante, d'une embauche plus forte, de perspectives plus vastes et d'une rapide croissance économique. Nombre de nouvelles réalisations attestent de la fermeté et de l'ampleur de notre croissance économique. Les lignes de conduite et les programmes énoncés dans nos exposés budgétaires précédents ont contribué efficacement à ces réalisations étonnantes.

(Traduction)

Mais ne nous leurrions pas de fausses espérances. Ne restons pas inactifs. Le présent exposé budgétaire tend à maintenir et à étendre davantage ces programmes qui ont tant contribué à l'essor dynamique de l'économie canadienne et à la création de 200,000 nouveaux emplois au Canada au cours de l'an dernier. Il veut aussi engager l'entreprise canadienne dans un nouvel effort vers de nouveaux sommets de rendement. Il offre un stimulant tangible aux producteurs canadiens en quête de nouveaux débouchés, en face de nouveaux risques, devant l'âpre concurrence du marché mondial; il leur inspirera confiance et persévérance, dans la poursuite des normes d'efficacité les plus élevées. Il invite tous les membres de la grande famille canadienne à s'épauler les uns les autres dans un esprit de camaraderie, dans la poursuite d'objectifs qui joueront à l'avantage commun. Il demande à tous de relever le défi de nos obligations nationales et internationales. Il conduit à l'initiative, à la confiance et aux réalisations dans la mesure de nos ressources, de notre poste élevé dans le monde libre, et de la destinée incomparable qui attend la nation canadienne.

RÉSOLUTIONS

La loi de l'impôt sur le revenu

La Chambre décide qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue de modifier la loi